

CONSEIL COMMUNAL DU 17 DÉCEMBRE 2014
GEMEENTERAAD VAN 17 DECEMBER 2014

REGISTRE - REGISTER

Présents Aanwezig	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ; Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés Verontschuldigd	Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/17.12.2014/A/0001# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**
Interpellation citoyenne relative au projet immobilier sur l'ancien site Schiltz.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne (texte en annexe).

Le Conseil prend connaissance.
41 votants : 41 votes positifs.

Interpellatie van de burgers betreffende het bouwproject op de site waar Schiltz gevestigd was.

De Raad neemt kennis.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0002# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Audition disciplinaire.

Des explications seront données lors de la séance à huis clos.
41 votants : 41 votes positifs.

Disciplinair verhoor.

Uitleg zal gegeven worden tijdens de zitting met gesloten deuren.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0003# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Prestation de serment du Directeur des ressources humaines - Barcelona Lydia.

LE CONSEIL

Vu sa délibération du 26.11.2014 par laquelle il a décidé de nommer Madame Lydia BARCELONA, à partir du 01.12.2014 en qualité de Directeur des ressources humaines;
Vu l'art. 70bis de la Nouvelle Loi Communale ;
Constate que l'intéressée a prêté serment entre les mains du Président, conformément à l'art. 2 du décret du 20.07.1831.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Eedaflegging van de directeur human resources - Barcelona Lydia.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0004# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Prestation de serment du Receveur communal par mandat - Mauclet Els.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Eedaflegging van de Gemeenteontvanger per mandaat - Mauclet Els.

DE RAAD

Gelet op de beraadslaging van 26.11.2014, waarbij besloten werd Mevrouw Els MAUCLET geboren op 09.02.1979 en wonende M. Herbetelaan 85 te 1070 Anderlecht, aan te duiden als Gemeenteontvanger per mandaat van 8 jaar, vanaf 01 januari 2015;
Gelet op artikel 53 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;
Stelt vast dat belanghebbende de eed heeft afgelegd in de handen van de Voorzitter, overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 20.07.1831.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0005# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Prestation de serment du Secrétaire adjoint - Hildgen Gilbert.

LE CONSEIL

Vu sa délibération du 17.12.2013 par laquelle il a décidé de reporter la promotion de Monsieur Gilbert HILDGEN, au grade de Secrétaire adjoint, jusqu'à la désignation effective d'un nouveau receveur communal par le Conseil communal;
Vu sa délibération du 26.11.2014, relative à la désignation de Madame Els Mauclet en qualité de receveur communal

par mandat de 8 ans à partir du 01/01/2015;
Vu l'art. 43 de la Nouvelle Loi Communale ;
Constate que l'intéressé a prêté serment entre les mains du Président, conformément à l'art. 2 du décret du 20.07.1831.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Eedaflegging van de adjunct Secretaris - Hildgen Gilbert.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0006# **Organisation Générale - Algemene Organisatie
Budget 2015 - Communication du Collège échevinal.**

LE CONSEIL,

Entend la communication de madame la bourgmestre relative au Budget 2015.

Le Conseil est informé.
41 votants : 41 votes positifs.

Begroting 2015 - Mededeling van het schepencollege.

DE RAAD,

Hoort de verklaring van mevrouw de Burgemeester betreffende de begroting 2015.

De Raad wordt geïnformeerd.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0007# **Finances - Financiën
Taxes communales – Redevance sur la délivrance de documents administratifs – Modification pour 2015 à 2018 inclus.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;
Vu l'article 117, alinéa 1er de la Nouvelle Loi communale ;
Revu le règlement de la redevance sur la délivrance de documents administratifs, établi par sa décision du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège échevinal du 17 novembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2

Les montants de cette redevance sont fixés comme suit :

- a) Délivrance de document d'identité électronique :
- procédure normale : 22,00 EUR par document d'identité électronique
 - procédure urgente : 130,00 EUR par document d'identité électronique
 - procédure d'extrême urgence : 195,00 EUR par document d'identité électronique
- Frais de production inclus.
- b) Délivrance de document d'identité électronique pour les enfants de moins de 12 ans (Kids ID) :
- procédure normale : 7,00 EUR par document d'identité électronique
 - procédure urgente : 125,00 EUR par document d'identité électronique
 - procédure d'extrême urgence : 185,00 EUR par document d'identité électronique
- Frais de production inclus.
- c) Demande de nouveaux codes (PIN/PUK) pour cartes d'identité électroniques actives : 5,00 EUR
- d) Délivrance d'un certificat d'identité aux enfants de moins de 12 ans, d'une durée de validité de deux ans : 1,50 EUR par certificat d'identité ainsi que pour tout renouvellement
- e) Passeports : délivrance d'un nouveau passeport :
- procédure normale : 25,00 EUR
 - procédure d'urgence : 35,00 EUR
 - frais pour livraison hors heures d'ouverture : 25,00 EUR
- f) Délivrance de certificats et attestations de toute nature, extraits, autorisations, etc. délivrés d'office ou sur demande : 10,00 EUR
- g) Délivrance de copies certifiées conformes, législations, délivrées d'office ou sur demande : 5,00 EUR
Les photocopies simples des documents administratifs délivrées conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes seront délivrées au prix de 0,15 EUR par photocopie.
- h) Demandes d'inscriptions aux registres de la population, des étrangers et au registre d'attente après une radiation d'office : 25,00 EUR par demande.
- i) Demandes de modification de documents administratifs :
- 5,00 EUR par document (changement d'adresse sur certificat d'immatriculation, etc.)
 - 25,00 EUR par personne pour la rectification des registres de population ou des étrangers lors de tout changement d'identité (nom, prénom, lieu et date de naissance)
- j) Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement de documents en vertu des Arrêtés royaux des 8-10-1981 et 15-8-1984 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : 10,00 EUR par document.
- k) Délivrance de permis de conduire : 5,00 par permis.

Article 3

Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 4

Sont exonérés de la redevance :

- les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité ;
- les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;
- les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;
- les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;
- la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;
- les documents qui, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de droits de Chancellerie ;
- les extraits du registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement ;
- document délivrés pour emploi et affaires sociales ;
- documents délivrés en matière de logement ;
- documents délivrés en matière de primes.

Article 5

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 24 votes positifs, 17 abstentions.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, 1ste alinea van de Nieuwe Gemeentewet;

Herzien het reglement van de retributie op de afgifte van administratieve documenten vastgesteld door zijn beslissing van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 17 november 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen, een retributie geheven op de afgifte van getuigschriften en andere documenten. De retributie valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.

Artikel 2

De bedragen van de retributie worden als volgt vastgesteld:

a) Afgifte van de elektronische identiteitskaart:

- gewone procedure: 22,00 EUR per elektronische identiteitskaart

- spoedprocedure: 130,00 EUR per elektronische identiteitskaart

- extreme spoedprocedure: 195,00 EUR per elektronische identiteitskaart

Productiekosten inbegrepen.

b) Afgifte van de elektronische identiteitskaart voor kinderen onder 12 jaar (KidsID):

- gewone procedure: 7,00 EUR per elektronische identiteitskaart

- spoedprocedure: 125,00 EUR per elektronische identiteitskaart

- extreme spoedprocedure: 185,00 EUR per elektronische identiteitskaart

Productiekosten inbegrepen.

c) Aanvraag van nieuwe codes (PIN/PUK) voor elektronische identiteitskaarten: 5,00 EUR

d) Afgifte van een identiteitsbewijs voor kinderen onder 12 jaar, geldig voor een periode van twee jaar: 1,50 EUR per identiteitsbewijs en voor elke vernieuwing.

e) Paspoorten: afgifte van een nieuw paspoort:

- gewone procedure: 25,00 EUR

- spoedprocedure: 35,00 EUR

- kosten voor levering buiten openingsuren: 25,00 EUR

f) Afgifte van allerlei getuigschriften, uittreksels en vergunningen, enz. die ambtshalve of op verzoek worden uitgereikt: 10,00 EUR.

g) Afgifte van afschriften voor eensluidend verklaard, wetgevingen, ambtshalve afgeleverd of op aanvraag: 5,00 EUR.

De gewone afschriften van administratieve documenten afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997

betreffende de openbaarheid van het bestuur in de provincies en gemeenten zullen afgeleverd worden tegen 0,15 EUR per afschrift.

h) Aanvragen tot inschrijving in de bevolkings en vreemdelingenregisters en in het wachtregister na een van

ambtswege schrapping: 25,00 EUR per aanvraag

i) Aanvragen tot wijziging van administratieve documenten:

- 5,00 EUR per document (verandering van adres op een immatriculatieattest, enz.)

- 25,00 EUR per persoon voor de verbeteringen van de bevolkings- en vreemdelingenregisters bij iedere identiteitsverandering (naam, voornaam, geboorteplaats en -datum)

j) Afgifte, vernieuwing, verlenging of vervanging van documenten krachtens de Koninklijke Besluiten van 8 oktober

1981 en 15 augustus 1984 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering

van vreemdelingen: 10,00 EUR per document.

k) Afgifte van rijbewijzen: 5,00 per rijbewijs.

Artikel 3

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.

In geval van een internationale transactie, zijn de verzendkosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Artikel 4

Zijn van de retributie vrijgesteld:

- de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit, een decreet, een verordening, een besluit van de executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;

- de documenten die aan behoeftige personen worden afgeleverd. De behoefte wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;

- de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;

- de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp uitmaken van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;

- de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;

- de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten tengevolge van een hernummering of een wijziging van de naam van een straat die het gevolg zijn van een beslissing of een daad van de overheid;

- de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen

zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;

- de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.
- documenten afgeleverd voor tewerkstelling en sociale zaken;
- documenten afgeleverd betreffende huisvesting;
- documenten afgeleverd betreffende premies.

Artikel 5

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de belasting op de afgifte van administratieve documenten, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 24 positieve stemmen, 17 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0008# Finances - Financiën

Taxes communales – Redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs – Modification pour 2015 à 2018 inclus.

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 al.1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes ;

Vu l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative aux permis d'environnement ;

Vu l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code Bruxellois de l'aménagement du territoire ;

Revu le règlement des redevances sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs, établi par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège échevinal du 8 décembre 2014 ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices **2015 à 2018 inclus**, une redevance sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs.

La délivrance de pièces et de renseignements administratifs à des particuliers ou à des établissements privés et la constitution de dossiers administratifs donnent lieu au paiement d'une redevance dont les taux sont fixés comme suit :

1) DELIVRANCE DE PIECES ET DE RENSEIGNEMENTS :

Recherche d'adresses dans les registres de la population ou des étrangers	5,00 EUR
Délivrance de 4 photographies d'identité par le service de la population (Une réduction de 50 % est accordée aux personnes handicapées à 66 % et aux personnes âgées de 65 ans et plus)	5,00 EUR
Duplicata de permis d'urbanisme ou de lotir	10,00 EUR
Duplicata d'autorisations délivrées par la commune en matière de permis d'environnement	10,00 EUR
Demande de prorogation de permis d'urbanisme	40,00 EUR
Renseignements urbanistiques - article 275 du Cobat	135,00 EUR
Confirmation du nombre de logements/affectation	160,00 EUR
Avis sur les divisions de biens	80,00 EUR
Copie de prescriptions urbanistiques relatives aux P.P.A.S. et lotissements (quel que soit le nombre de pages)	15,00 EUR
Copie de plans noir et blanc - le m ²	10,00 EUR
Photocopies de toute nature	
- la page en noir et blanc	0,15
- la page en couleurs	EUR

	0,25 EUR
Copie de plans digitalisées (par plan)	5,00 EUR
Carnets de mariage	20,00 EUR
Catalogue des bibliothèques	1,25 EUR
Extraits des registres de « l'Etat civil » conformément à l'article 45 du Code civil : - extraits d'actes sans filiation – photocopie simple, non signée - copies conformes ou extraits mentionnant la filiation des personnes que l'acte concerne après autorisation du président du Tribunal de Première Instance en application à l'article susmentionné (Les photocopies délivrées aux étudiants ou membres de centres de recherches effectuant des recherches "historiques" sont exonérées de la redevance)	0,15 EUR 0,15 EUR

2) CONSTITUTION DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS :

Mariages		
- Lundi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30 €150		150,00 EUR
- Mardi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30 €150		150,00 EUR
- Mercredi : pas de mariage possible		---
- Jeudi : mariage possible l'après-midi, à partir de 13h30 €150		150,00 EUR
- Vendredi : mariage possible en matinée, à partir de 10h00 gratuit		gratuit 150,00 EUR
- Samedi : mariage possible en matinée, à partir de 09h30		EUR
Cohabitation légale		20,00 EUR
Exploitation de débits de boissons ou établissements assimilés : ouverture, réouverture, reprise, placement ou changement		
a) de gérants et de préposés €50		50,00 EUR
b) autorisation d'aidant		5,00 EUR
Prises en charge (documents, légalisations signatures, etc.)		40,00 EUR
Constitution de dossier de demande de nationalité		30,00 EUR
Constitution de dossier de demande de rectification d'actes d'état civil en fonction des articles 99 et 100 du code civil		25,00 EUR
Constitution d'un dossier de transcription d'un acte d'état civil dressé à l'étranger et relatif à un ressortissant belge en vertu de l'article 31 du Code de Droit international Privé		20,00 EUR

Permis d'urbanisme :

Dossier de demande de permis d'urbanisme	120,00 EUR
Demande de permis d'urbanisme en régularisation	500,00 EUR
Demande de permis d'urbanisme pour l'abattage d'arbre	25,00 EUR
Demande de permis d'urbanisme pour l'abattage d'arbre en régularisation	100,00 EUR

Certificat d'urbanisme :

Demande de certificat d'urbanisme	100,00 EUR
Dans le cadre de l'article 126 du Cobat, lorsque le demandeur introduit d'initiative un projet modifié:	100,00 EUR
Dossier mixte (certificat d'urbanisme et certificat d'environnement)	200,00 EUR

Permis de lotir et certificat (ou modification) :

Par parcelle	25,00 EUR
Minimum	100,00 EUR

Permis d'environnement :

Exploitation de classe 3, demande	25,00 EUR
Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à une mise en demeure	50,00 EUR
Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à PV	75,00 EUR

Exploitation de classe 3, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement	100,00 EUR
Exploitation de classe 2, demande	125,00 EUR
Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à une mise en demeure	175,00 EUR
Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à PV	250,00 EUR
Exploitation de classe 2, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement	500,00 EUR
Exploitation de classe 1B, demande	150,00 EUR
Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à une mise en demeure	200,00 EUR
Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à PV	300,00 EUR
Exploitation de classe 1B, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement	600,00 EUR
Exploitation de classe 1A, demande	200,00 EUR
Exploitation de classe 1A, demande de régularisation suite à une mise en demeure	250,00 EUR
Exploitation de classe 1A, de régularisation suite à PV	400,00 EUR
Exploitation de classe 1A, demande de régularisation suite à la fermeture de l'établissement	800,00 EUR

Certificat d'environnement :

Exploitation de classe 2	100,00 EUR
Exploitation de classe 1b	150,00 EUR
Exploitation de classe 1a	200,00 EUR

Article 2

La redevance est due pour toute demande introduite laissée sans suite ou délivrée ou refusée. Les frais d'expédition par la poste sont à charge des particuliers et des établissements privés qui demandent les documents. En cas de transaction internationale, la commission de paiement et la T.V.A. sur celle-ci sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Le paiement de la redevance est du préalable à l'introduction des demandes de permis d'urbanisme, de certificat d'urbanisme, de permis de lotir, de certificat de lotir, de permis d'environnement ou de certificat d'environnement.

Article 3

La redevance est perçue au comptant. Elle est valablement acquittée par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance.

Article 4

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2015, le règlement de la redevance sur la délivrance de pièces et de renseignements administratifs par décision du Conseil communal du 17 décembre 2013 pour les exercices 2014 à 2016 inclus.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 24 votes positifs, 17 abstentions.

Gemeentebelastingen – Retributie voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunningen;

Gelet op de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Herzien het reglement der retributies voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de dienstjaren 2014 tot 2016 inbegrepen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 8 december 2014;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren **2015 tot 2018 inbegrepen**, een retributie gevestigd voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen.

De afgifte van administratieve stukken en inlichtingen aan particulieren of aan privé-instellingen en de samenstelling van administratieve dossiers zijn onderworpen aan het betalen van een retributie waarvan de bedragen als volgt zijn vastgesteld:

1) AFGIFTE VAN STUKKEN EN INLICHTINGEN:

Opzoekingen van adressen in de bevolkings- of vreemdelingenregisters	5,00 EUR
--	-------------

Stedenbouwkundige vergunningen:

Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning	120,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning in regularisatie	500,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning voor het vellen van een boom	25,00 EUR
Aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning voor het vellen van een boom in regularisatie	100,00 EUR

Stedenbouwkundig attest:

Aanvraag van een stedenbouwkundig attest	100,00 EUR
In het kader van artikel 126 van het BWRO, indien de aanvrager op eigen initiatief een gewijzigd project indient	100,00 EUR
Gemengd dossier (stedenbouwkundige vergunning en milieuvergunning)	200,00 EUR

Verkavelingvergunning en -attest (of wijziging)

Per perceel	25,00 EUR
Minimum	100,00 EUR

Milieuvergunning:

Gebruik van klasse 3 spontane aanvraag	25,00 EUR
Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een ingebrekestelling	50,00 EUR
Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	75,00 EUR
Gebruik van klasse 3 aanvraag volgend op een PV en een sluiting	100,00 EUR
Gebruik van klasse 2 spontane aanvraag	125,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een ingebrekestelling	175,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	250,00 EUR
Gebruik van klasse 2 aanvraag volgend op een PV en een sluiting	500,00 EUR
Gebruik van klasse 1B spontane aanvraag	150,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een ingebrekestelling	200,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	300,00 EUR
Gebruik van klasse 1B aanvraag volgend op een PV en een sluiting	600,00 EUR
Gebruik van klasse 1A spontane aanvraag	200,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een ingebrekestelling	250,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een PV binnengekomen in de 2 weken	400,00 EUR
Gebruik van klasse 1A aanvraag volgend op een PV en een sluiting	800,00 EUR

Milieuattest:

Gebruik van klasse 2	100,00 EUR
Gebruik van klasse 1B	150,00 EUR
Gebruik van klasse 1A	200,00 EUR

Artikel 2

De retributie is verschuldigd voor elke aanvraag waaraan de belanghebbenden geen gevolg geven of voor elke geweigerde vergunning. De verzendingskosten voor de door dit reglement bedoelde documenten vallen ten bezwaar van de particulieren en van de privé-instellingen die de stukken vragen. In het geval van een internationale geldtransactie zijn het commissieloon en de B.T.W. ten laste van de particulieren en de privé-instellingen. Voor de aanvragen van stedenbouwkundige vergunning, stedenbouwkundig attest, verkavelingsvergunning, verkavelingsattest, milieuvergunning of milieuattest dient de retributie vooraf betaald te worden.

Artikel 3

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.

Artikel 4

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2015, het reglement van de retributie voor het afleveren van administratieve stukken en inlichtingen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 17 december 2013 voor de periode van 2014 tot 2016 inbegrepen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 24 positieve stemmen, 17 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0009# **Finances - Financiën**

Taxes communales – Taxe sur les constructions et les reconstructions – Modification pour 2015 à 2018 inclus.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

41 votants : 41 votes positifs.

Gemeentebelastingen – Belasting op het bouwen en herbouwen – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0010# **Finances - Financiën**

Taxes communales – Taxe sur les terrains non bâtis – Modification pour 2015 à 2018 inclus.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

41 votants : 41 votes positifs.

Gemeentebelastingen – Belasting op de niet-bebouwde gronden – Wijziging voor 2015 tot 2018 inbegrepen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting
Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting
Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting
Houria Ouberrri quitte la séance / verlaat de zitting
Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting
Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting
Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting
Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting
Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting
Nader Rekik quitte la séance / verlaat de zitting
Farida Tahar quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

#012/17.12.2014/A/0011# **Finances - Financiën**

C.P.A.S - Budget de l'exercice 2014 - Modifications budgétaires

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi organique des C.P.A.S. du 08.07.1976 ;

Vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 29.10.2014 par laquelle celui-ci arrête les chiffres modifiés du budget de l'exercice 2014 du C.P.A.S. ;

Vu l'A.R. du 16.05.1984 fixant les conditions et les modalités de concertation entre les administrations communales et les C.P.A.S. ;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation en date du 21.10.2014 ;

Considérant que l'équilibre budgétaire de l'exercice 2014 est obtenu grâce à une augmentation de la dotation communale de 308.000 euros ;

DECIDE :

Article 1

d'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 29.10.2014 relative au budget modifié de l'exercice 2014 du C.P.A.S.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

O.C.M.W. - Begroting van het dienstjaar 2014 - Begrotingswijzigingen

DE RAAD,

Gezien artikel 88 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de O.C.M.W.'s

;

Gezien de beraadslaging van 29.10.2014 van de Raad voor sociaal welzijn, die de gewijzigde cijfers van de begroting voor het dienstjaar 2014 vaststelt ;

Gezien het K.B. van 16.05.1984 betreffende de overlegvoorwaarden en modaliteiten tussen de gemeentebesturen en de O.C.M.W.'s ;

Gezien het gunstig advies van het Overlegcomité van 21.10.2014 ;

Overwegende dat het evenwicht van de begroting 2014 werd bereikt dankzij een verhoging van de gemeentelijke dotatie van 308.000 euro;

BESLUIT :

Artikel 1

de beraadslaging van de Raad voor sociaal welzijn van 29.10.2014 betreffende de gewijzigde begroting voor het dienstjaar 2014 van het O.C.M.W. goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0012# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

ASBL Mission Locale - Démission du représentant du groupe ECOLO à l'assemblée générale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

27 votants : 27 votes positifs.

VZW Lokale Missie - Ontslagneming van de vertegenwoordiger van de groep ECOLO in de algemene vergadering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0013# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

ASBL Mission Locale - Désignation du nouveau représentant du groupe ECOLO au Conseil d'Administration.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

27 votants : 27 votes positifs.

VZW Lokale Missie - Aanstelling van de nieuwe vertegenwoordiger van de groep ECOLO in de algemene vergadering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0014# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

ASBL Molenbeek-Formation - Démission du représentant du groupe ECOLO à l'assemblée générale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

27 votants : 27 votes positifs.

VZW Molenbeek-Formation - Ontslagneming van de vertegenwoordiger van de groep ECOLO in de algemene vergadering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0015# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

ASBL Molenbeek-Formation - Désignation du nouveau représentant du groupe ECOLO à l'assemblée générale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.
27 votants : 27 votes positifs.

VZW Molenbeek-Formation - Aanstelling van de nieuwe vertegenwoordiger van de groep ECOLO in de algemene vergadering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0016# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Arrêté de fermeture sur base de l'article 9bis de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes – Prise de connaissance de l'arrêté du Bourgmestre pour un établissement sis rue des Déménageurs 21 à 1080 Bruxelles.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, et plus particulièrement son article 9bis, alinéa 2 ;
Vu la décision du Collège échevinal du 24 novembre 2014 de confirmer l'arrêté du Bourgmestre pris en date du 18 novembre 2014 concernant l'établissement sis rue des Déménageurs 21 à 1080 Bruxelles ;

Prend connaissance de l'arrêté de fermeture pris par la Bourgmestre en date du 18 novembre 2014 concernant l'établissement sis rue des Déménageurs 21 à 1080 Bruxelles.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD - 009).

Le Conseil prend connaissance.
27 votants : 27 votes positifs.

Sluitingsbesluit op basis van het artikel 9bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen – Kennisneming van het besluit van de Burgemeester met betrekking tot de inrichting gelegen Verhuizersstraat 21 te 1080 Brussel.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, in het bijzonder, artikel 9bis, alinea 2;
Gelet op de beslissing van het College van 24 november 2014, om het besluit van de Burgemeester genomen op 18 november 2014 te bevestigen met betrekking tot de inrichting gelegen Verhuizersstraat 21 te 1080 Brussel;

Neemt kennis van het sluitingsbesluit genomen op 18 november 2014 door de Burgemeester met betrekking tot de inrichting gelegen Verhuizersstraat 21 te 1080 Brussel.

Verzending van de huidige beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst : B19 (PRD-009).

De Raad neemt kennis.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0017# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Arrêté de fermeture sur base de l'article 9bis de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes – Prise de connaissance de l'arrêté du Bourgmestre pour un établissement sis chaussée de Merchtem 81 à 1080 Bruxelles.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes, et plus particulièrement son article 9bis, alinéa 2 ;

Vu la décision du Collège échevinal du 1er décembre 2014 de confirmer l'arrêté du Bourgmestre pris en date du 25 novembre 2014 concernant l'établissement sis chaussée de Merchtem 81 à 1080 Bruxelles ;

Prend connaissance de l'arrêté de fermeture pris par la Bourgmestre en date du 25 novembre 2014 concernant l'établissement sis chaussée de Merchtem 81 à 1080 Bruxelles.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD - 010).

Le Conseil prend connaissance.

27 votants : 27 votes positifs.

Sluitingsbesluit op basis van het artikel 9bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen – Kennisneming van het besluit van de Burgemeester met betrekking tot de inrichting gelegen Merchtemsteenweg 81 te 1080 Brussel.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, in het bijzonder, artikel 9bis, alinea 2; Gelet op de beslissing van het College van 1 december 2014, om het besluit van de Burgemeester genomen op 25 november 2014 te bevestigen met betrekking tot de inrichting gelegen Merchtemsteenweg 81 te 1080 Brussel;

Neemt kennis van het sluitingsbesluit genomen op 25 november 2014 door de Burgemeester met betrekking tot de inrichting gelegen Merchtemsteenweg 81 te 1080 Brussel.

Verzending van de huidige beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst : B19 (PRD-010).

De Raad neemt kennis.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0018# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église de la Résurrection - Adaptation indemnité de logement.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église de la Résurrection demande de prendre en charge la partie d'indemnité de logement que la commune de Dilbeek payait (avant la nouvelle circonscription de la fabrique de l'église depuis 1/1/2013) ;

Considérant que la quote-part de Dilbeek (664,40 EUR par an) doit être répartie entre les communes de Molenbeek-Saint-Jean et Anderlecht au prorata de la nouvelle clé de répartition ;

Considérant que notre quote-part s'élève à 59,43 %, le montant annuel en plus est de 394,85 EUR ;

Considérant que le montant par trimestre était de 564,23 EUR et sera augmenté à 662,94 EUR à partir de l'exercice 2015 ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE

Article unique

D'accorder à la fabrique d'église une indemnité de logement trimestrielle de 662,94 EUR à partir de l'exercice 2015 et de réserver ces sommes à l'article 7900/121-48 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Kerkfabriek van de Verrijzenis - Aanpassing woonstvergoeding.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek van de Verrijzenis ons vraagt, de woonstvergoeding die Dilbeek vroeger betaalde (voor de herziening van het werkingsgebied van de kerkfabriek vanaf 1/1/2013), ten laste te nemen ;
Overwegende dat het aandeel van Dilbeek (664,40 EUR per jaar) moet herverdeeld worden tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek en Anderlecht volgens de nieuwe verdeelsleutel ;
Overwegende dat ons aandeel 59,43 % bedraagt, het jaarlijks meerbedrag is 394,85 EUR ;
Overwegende dat het bedrag per trimester 564,23 EUR bedroeg en vanaf het dienstjaar 2015 zal verhoogd worden tot 662,94 EUR ;
Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten ;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;
Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel

Aan de kerkfabriek een woonstvergoeding van 662,94 EUR per trimester toe te kennen voor het dienstjaar 2015 en deze sommen te reserveren op artikel 7900/121-48 van de gewone begroting van het dienstjaar 2015.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0019# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste : Compte 2013

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2013 ;
Considérant que la fabrique d'église a omis d'inscrire à l'article 51 des dépenses extraordinaires le montant de 14.541 EUR (déficit du compte de l'année 2012)
Considérant que le compte se présente comme suit après correction :

RECETTES	18.603,70 EUR
DEPENSES	55.699,29 EUR
MALI	-37.095,59 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises; modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

DECIDE :

Article unique :

d'émettre un avis favorable sur le compte 2013 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste, moyennant correction.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Kerkfabriek Sint-Jan de Doper : Rekening 2013

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Jan de Doper ons de rekening 2013 heeft laten geworden ;
Overwegende dat de kerkfabriek vergeten is om op artikel 51 van de buitengewone uitgaven het bedrag van 14.541 EUR (tekort van de rekening 2012) in te schrijven ;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet, na verbetering :

ONTVANGSTEN	18.603,70 EUR
UITGAVEN	55.699,29 EUR
MALI	-37.095,59 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

mits verbetering, een gunstig advies te geven over de rekening 2013 van de kerkfabriek Sint-Jan de Doper.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0020# **Finances - Financiën**

Maison Laïque "Lucia De Brouckère" - Compte 2013

LE CONSEIL,

Considérant que la Maison Laïque « Lucia de Brouckère » nous a fait parvenir le compte de l'exercice 2013 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

	2013	Quote-part communale
Recettes	50.802,92 EUR	
Dépenses	52.161,30 EUR	
Déficit	- 1.358,38 EUR	110,74 EUR

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et de l'emploi de certaines subventions ;
Considérant que le déficit doit être reparté entre les dix-neuf communes bruxelloises et que la quote-part de notre commune a été calculée au prorata de notre population;
Considérant que notre quote-part s'élève à 110,74 EUR pour 2013 ;

DECIDE :

Article 1

d' approuver le compte 2013 de la Maison Laïque « Lucia de Brouckère »

Article 2

D'accorder à la Maison Laïque « Lucia de Brouckère » un subside de 110,74 EUR et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2015.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Maison laïque "Lucia De Brouckère" - Rekening 2013

DE RAAD,

Overwegende dat La Maison Laïque « Lucia De Brouckère » ons haar rekening van het dienstjaar 2013 heeft opgestuurd;

Overwegende dat deze rekening zich als volgt voordoet:

	2013	Gemeente-aandeel
ONTVANGSTEN	50.802,92 EUR	
UITGAVEN	52.161,30 EUR	
TEKORT	- 1.358,38 EUR	110,74 EUR

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen ;

Overwegende dat het tekort dient verdeeld te worden onder de negentien brusselse gemeenten en dat het aandeel van onze gemeente werd berekend naar evenredigheid van onze bevolking;

Overwegende dat ons aandeel 110,74 EUR bedraagt voor 2013 ;

BESLUIT :

Artikel 1

de rekening 2013 van La Maison Laïque "Lucia De Brouckère" goed te keuren.

Artikel 2

een toelage toe te kennen aan La Maison Laïque "Lucia De Brouckère" van

110,74 EUR en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2015 ;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0021# **Finances - Financiën**

Fabrique d'église de la Résurrection - Budget 2015

LE CONSEIL,

Considérant que la Fabrique d'église de la Résurrection nous a fait parvenir son budget pour l'exercice 2015 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 70.733.90EUR ;

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre les communes d' Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

Recettes	84.253,90 EUR
Dépenses	84.253,90 EUR
Résultat	-

Considérant que la quote-part du subsidie ordinaire de Molenbeek s'élève à $70.733,90 \text{ EUR} \times 59,43 \% = 42.037,16 \text{ EUR}$;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

d'émettre un avis favorable sur le budget 2015 de la fabrique d'église de la Résurrection et de leur accorder un subsidie ordinaire de 42.037,16 EUR pour l'exercice 2015 et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2015.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Kerkfabriek van de Verrijzenis - Begroting 2015

DE RAAD,

Overwegende dat de Kerkfabriek van de Verrijzenis ons haar begroting van het dienstjaar 2015 heeft laten geworden ;
Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 70.733,90 EUR heeft ingeschreven ;

Overwegende dat de gevraagde toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voor doet :

Ontvangsten	84.253,90 EUR
Uitgaven	84.253,90 EUR
Resultaat	-

Overwegende dat het aandeel van de gewone toelage van de gemeente $70.733,90 \text{ EUR} \times 59,43 \% = 42.037,16 \text{ EUR}$ bedraagt ;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2015 van de kerkfabriek van de Verrijzenis en hun een gewone toelage van 42.037,16 toe te kennen voor het dienstjaar 2015 en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2015.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Fabrique d'église Anglicane unifiée - Budget 2015

LE CONSEIL,

Considérant que la commune d'Ixelles nous a fait parvenir pour avis le budget 2015 de l'église Anglicane unifiée ;
Considérant que ce budget se présente comme suit après correction :

	Total des Recettes	Total des Dépenses	Résultat
Budget 2015	312.925 EUR	312.925 EUR	-

Considérant que ce budget est en équilibre sans intervention communale ;
Considérant que la circonscription de cette église s'étend sur le territoire de la commune ;
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE:

Article unique:
d'émettre un avis favorable sur le budget 2015 de l'église Anglicane unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

Kerkfabriek Eéngemaakte Anglicaanse kerk - Begroting 2015

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Elsene ons de begrotingen van het dienstjaar 2014 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk heeft laten worden ;
Overwegende dat deze begroting zich als volgt voorstelt na verbetering :

	Totaal Ontvangsten	Totaal Uitgaven	Resultaat
Begroting 2015	312.925 EUR	312.925 EUR	-

Overwegende dat deze begroting in evenwicht is, zonder tussenkomst van de gemeente ;
Overwegende dat de omschrijving van deze kerkfabriek zich over het grondgebied van de gemeente uitstrekt ;
Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten ;
Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;
Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :
een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2015 van de Eéngemaakte Anglicaanse kerk.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

#012/17.12.2014/A/0023# **Logisitiek - Logisitiek**

Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26 par. 1^{er}, 1^oa) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 2 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour les crèches communales. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 25.000,00 EUR TVAC – 8440/744/98 - fonds d'emprunts
- 9 septembre 2014 – Achat de mobilier pour les Académies de Dessin et des Arts visuels et de la Musique et des Arts de la Parole. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 8.000,00 EUR TVAC – 7340/741/51 – fonds d'emprunts
- 9 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour le service du Cimetière. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 12.050,00 EUR TVAC – 8780/744/98 – fonds d'emprunts
- 9 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour le service des Plantations. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 20.499,99 EUR TVAC – 7660/744/98 – fonds d'emprunts
- 9 septembre 2014 – Transformation d'une remorque pour le service des Plantations. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 10.000,00 EUR TVAC – 7660/744/98 – fonds d'emprunts
- 16 septembre 2014 – Achat d'arbres et d'arbustes. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 15.000,00 EUR TVAC – 7660/725/60 – fonds d'emprunts
- 16 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour la Ludothèque. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 2.898,00 EUR TVAC – 7611/744/98 – fonds d'emprunts
- 16 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour le service de la Culture francophone. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 4.800,00 EUR TVAC – 1040/744/98 – fonds propres
- 16 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour les écoles communales francophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 12.900,00 EUR TVAC – 7223/744/98 – fonds d'emprunts
- 23 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour les écoles communales néerlandophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 18.400,00 EUR TVAC – 7222/744/98 – fonds d'emprunts
- 23 septembre 2014 – Achat de trois appareils photographiques pour la Cellule Environnement/Incivilités. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 659,99 EUR TVAC – 8751/744/98 – fonds propres
- 30 septembre 2014 – Achat d'un compacteur de déchets à chargement latéral. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 49.000,00 EUR TVAC – 1360/743/53 – fonds d'emprunts
- 30 septembre 2014 – Achat de rayonnage pour la bibliothèque francophone. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 10.400,00 EUR TVAC – 7670/741/51 – fonds d'emprunts
- 30 septembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour la Maison des Cultures et de la Cohésion sociale. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 20.000,00 EUR TVAC – 7624/744/98 – fonds d'emprunts
- 30 septembre 2014 – Achat de matériel et d'équipement pour les nouvelles crèches (2^e partie). Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 102.800,00 EUR TVAC – 8440/724/60 – subsides de la Cocof
- 7 octobre 2014 – Achat de mobilier scolaire. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 24.000,00 EUR

TVAC – 7222/741/51 et 7223/741/51 – fonds d'emprunts

- 21 octobre 2014 – Achat de mobilier de bureau pour les services communaux. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 57.360,00 EUR TVAC – 1040/741/51, 1332/741/51, 7010/741/51, 7610/741/51, 7611/741/51, 8710/741/51 et 8750/741/51 – fonds d'emprunts et fonds propres
- 21 octobre 2014 – Remise en état du faux-châssis du camion de type Renault Midlum. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 8.217,78 EUR TVAC – 1360/745/53 – fonds d'emprunts
- 21 octobre 2014 – Achat de vidéophones pour les écoles francophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 4.000,00 EUR TVAC – 7220/724/60 – fonds d'emprunts
- 3 novembre 2014 – Achat d'un vélo triporteur avec benne. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 3.000,00 EUR TVAC – 7621/749/98 – subsides de la Vlaamse Gemeenschapscommissie
- 3 novembre 2014 – Achat d'un appareil photographique pour le service des Taxes et du Contentieux fiscal. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 199,99 EUR TVAC – 1040/744/98 – fonds d'emprunts
- 12 novembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour le service Plantations. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 900,00 EUR TVAC – 7660/744/98 – fonds d'emprunts
- 12 novembre 2014 – Achat de matériel d'exploitation pour divers services communaux. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 2.250,00 EUR TVAC – 1040/744/98 et 7223/744/98 – fonds d'emprunts
- 17 novembre 2014 – Achat de matériel informatique. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 76.999,99 EUR TVAC – 0000/724/60 et 1390/742/53 – fonds d'emprunts
- 17 novembre 2014 – Achat de mobilier pour les crèches communales. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 25.000,00 EUR TVAC – 8440/741/51 – fonds d'emprunts
- 1 décembre 2014 – Achat et installation de pointeuse pour les écoles communales. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 52.000,00 EUR TVAC – 1390/123/13, 7222/742/53 et 7223/742/53 – fonds d'emprunts et fonds propres

ET DECIDE,

Article unique :

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten – Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26 par. 1, 1^oa) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 2 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 25.000,00 euro BTW inbegrepen – 8440/744/98 – leningsfondsen
- 9 september 2014 – Aankoop van meubilair voor de Academies voor Tekenkunsten en Visuele Kunsten en voor Muziek en Voordracht Kunst. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 8.000,00 euro BTW inbegrepen – 7340/741/51 – leningsfondsen
- 9 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Kerkhofdienst. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van

- de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 12.050,00 euro BTW inbegrepen – 8780/744/98 – leningsfondsen
- 9 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Plantsoendienst. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 20.499,99 euro BTW inbegrepen – 7660/744/98 – leningsfondsen
 - 9 september 2014 – Transformatie van een aanhangwagen voor de Plantsoendienst. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 10.000,00 euro BTW inbegrepen – 7660/744/98 – leningsfondsen
 - 16 september 2014 – Aankoop van bomen en heesters. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 15.000,00 euro BTW inbegrepen – 7660/725/60 – leningsfondsen
 - 16 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Ludotheek. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 2.898,00 euro BTW inbegrepen – 7611/744/98 – leningsfondsen
 - 16 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de franstalige Cultuur. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 4.800,00 euro BTW inbegrepen – 1040/744/98 – eigenfondsen
 - 16 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de franstalige gemeentescholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 12.900,00 euro BTW inbegrepen – 7223/744/98 – leningsfondsen
 - 23 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de nederdlandstalige scholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 18.400,00 euro BTW inbegrepen – 7222/744/98 – leningsfondsen
 - 23 september 2014 – Aankoop van drie fotoapparaten voor de leefmilieu/inciviek cel. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 659,99 euro BTW inbegrepen – 8751/744/98 – eigenfondsen
 - 30 september 2014 – Aankoop van een vuilniswagen zijlader. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 49.000,00 euro BTW inbegrepen – 1360/743/53 – leningsfondsen
 - 30 september 2014 – Aankoop van rekken voor de Franstalige bibliotheek. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 10.400,00 euro BTW inbegrepen – 7670/741/51 – leningsfondsen
 - 30 september 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor het Huis van Culturen en Sociale samenhang. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 20.000,00 euro BTW inbegrepen – 7624/744/98 – leningsfondsen
 - 30 september 2014 – Aankoop van materiaal en uitrustig voor de nieuwe kinderdagverblijven (2^{de} deel). Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 102.800,00 euro BTW inbegrepen – 8440/724/60 – subsidies van de Cocof
 - 7 oktober 2014 – Aankoop van schoolmeubilair. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 24.000,00 euro BTW inbegrepen – 7222/741/51 en 7223/741/51 – leningsfondsen
 - 21 oktober 2014 – Aankoop van meubilair voor de gemeente diensten. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 57.360,00 euro BTW inbegrepen – 1040/741/51, 1332/741/51, 7010/741/51, 7610/741/51, 7611/741/51, 8710/741/51 en 8750/741/51 – leningsfondsen en eigenfondsen
 - 21 oktober 2014 – Herstel van de hulpframe chassis van de vrachtwagen van het type Renault Midlum. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 8.217,78 euro BTW inbegrepen – 1360/745/53 – leningsfondsen
 - 21 oktober 2014 – Aankoop van videofoons voor de Franstalige scholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 4.000,00 euro BTW inbegrepen – 7220/724/60 – leningsfondsen
 - 3 november 2014 – Aankoop van een driewiel bakfiets. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 3.000,00 euro BTW inbegrepen – 7621/749/98 – leningsfondsen
 - 3 november 2014 – Aankoop van een fotoapparaat voor de dienst Belastingen en fiscale geschille. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 199,99 euro BTW inbegrepen – 1040/744/98 – leningsfondsen
 - 12 november 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Plantsoendienst. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 900,00 euro BTW inbegrepen – 7660/744/98 – leningsfondsen
 - 12 november 2014 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de diverse gemeentediensten. Goedkeuring van de

voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 2.250,00 euro BTW inbegrepen – 1040/744/98 en 7223/744/98 – leningsfondsen

- 17 november 2014 – Aankoop van informatikamateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 76.999,99 euro BTW inbegrepen – 0000/724/60 en 1390/742/53 – leningsfondsen

- 17 november 2014 – Aankoop van meubilair voor de gemeentekribben. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 25.000,00 euro BTW inbegrepen – 8440/741/51 – leningsfondsen

- 1 december 2014 – Aankoop en installatie van prikklokken voor de gemeentekribben. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet. – onderhandelingsprocedure – 52.000,00 euro BTW inbegrepen – 1390/123/13, 7222/742/53 en 7223/742/53 – leningsfondsen en eigenfondsen

EN BESLUIT,

Enige artikel :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Christian Magérus entre en séance / treedt in zitting

Jamal Ikazban entre en séance / treedt in zitting

Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting

Houria Ouberri entre en séance / treedt in zitting

Paulette Piquard entre en séance / treedt in zitting

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting

Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting

Jef Van Damme entre en séance / treedt in zitting

Dirk De Block entre en séance / treedt in zitting

Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting

Nader Rekik entre en séance / treedt in zitting

Farida Tahar entre en séance / treedt in zitting

Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting

#012/17.12.2014/A/0024# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

asbl « Molenkids » – Approbation du contrat de gestion entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et «Molenkids asbl»

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 24 septembre 2014 de marquer son accord sur la création d'une A.S.B.L. dite « déléataire » ou « paracommunale » ayant pour but la création, l'organisation, la coordination et la gestion des milieux d'accueil francophones de la petite enfance sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et d'approuver le projet de statuts de cette asbl ;

Vu les statuts de l'asbl ainsi créée et dénommée « Molenkids asbl », publiés au annexes du Moniteur Belge du 9 octobre 2014 ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean entend confier à « Molenkids asbl » cette mission d'intérêt communal, dans le cadre de la programmation actuelle et future d'ouverture de nouvelles crèches ;

Considérant qu'il y a lieu de régler les rapports réciproques entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et « Molenkids asbl » au moyen de la conclusion d'un contrat de gestion, et ce dans le but de concilier les impératifs de souplesse et de transparence dans la gestion de cette asbl ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 08/12/2014 ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver le projet de contrat de gestion ci-annexé, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et « Molenkids asbl ».

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (VM-005), B4, B6, B16.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 27 votes positifs, 14 abstentions.

Vzw “Molenkids” – Goedkeuring van het beheerscontract tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw “Molenkids”

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 september 2014 tot overeenstemming te bereiken over de oprichting van een Vereniging zonder winstoogmerk genoemd "afgevaardigde" of "paragemeentelijke" heeft tot doel de oprichting, de organisatie, de coördinatie en het beheer van de Franstalige kinderopvangmilieus op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de ontwerp-statuten van de vzw goed te keuren;

Gezien de statuten van de gecreëerd vzw genoemd "Molenkids" gepubliceerd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 9 oktober 2014;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek wil voortaan aan de vzw “Molenkids” deze taak van gemeentelijk belang, in het kader van de huidige en toekomstige programmering van opening van nieuwe kinderopvangmilieus toevertrouwen;

Overwegende dat het wenselijk is om de onderlinge verhoudingen tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "Molenkids" door het sluiten van een beheerscontract te regelen, en dat om de eisen van flexibiliteit en transparantie te verzoenen in het beheer van de vzw;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, in zijn zitting van 08/12/2014;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Om het project van het beheerscontract in bijlage tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vereniging "Molenkids" goed te keuren.

Kopie van de huidige beraadslaging zal aan de volgende diensten overgemaakt worden: B19 (VM – 005), B4, B6, B16.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 27 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0025# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Asbl « De Molenketjes » – Approbation du contrat de gestion entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « De Molenketjes ».

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 24 septembre 2014 de marquer son accord sur la création d'une A.S.B.L. dite « délégataire » ou « paracommunale » ayant pour but la création, l'organisation, la coordination et la gestion des milieux d'accueil néerlandophones destinés aux enfants de 0 à 12 ans sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et d'approuver le projet de statuts de cette asbl ;

Vu les statuts de l'asbl ainsi créée et dénommée « De Molenketjes », publiés au annexes du Moniteur Belge du 7 octobre 2014 ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean entend désormais confier à l'asbl « De Molenketjes » l'ensemble des missions liées à l'organisation et la gestion, sur son territoire, de l'accueil néerlandophone pour le groupe-cible 0 à 12 ans ;

Considérant qu'il y a lieu de régler les rapports réciproques entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « De Molenketjes » au moyen de la conclusion d'un contrat de gestion, et ce dans le but de concilier les impératifs de souplesse et de transparence dans la gestion de cette asbl ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 08/12/2014 ;

Décide:

Article unique:

D'approuver le projet de contrat de gestion entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl « De Molenketjes » ainsi que son annexe, tous deux ci-joints.

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (VM-004), B4, B6, B16.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 27 votes positifs, 14 abstentions.

Vzw “De Molenketjes” – Goedkeuring van het beheerscontract tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw “Molenketjes”.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 september 2014 tot overeenstemming te bereiken over de oprichting van een Vereniging zonder winstoogmerk genoemd "afgevaardigde" of "paragemeentelijke" heeft tot doel de oprichting, de organisatie, de coördinatie en het beheer van de Nederlandstalige kinderopvang voor kinderen van de doelgroep 0-12 jaar op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de ontwerp-statuten van de vzw goed te keuren;
Gezien de statuten van de gecreëerd vzw genoemd "De Molenketjes" gepubliceerd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 7 oktober 2014;
Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek wil voortaan aan de vzw “De Molenketjes” alle taken die verband houden met de organisatie en het beheer van de Nederlandstalige opvang voor de doelgroep 0-12 jaar op zijn grondgebied toevertrouwen;
Overwegende dat het wenselijk is om de onderlinge verhoudingen tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw "De Molenketjes" door het sluiten van een beheerscontract te regelen, en dat om de eisen van flexibiliteit en transparantie te verzoenen in het beheer van de vzw;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, in zijn zitting van 08/12/2014;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Om het project van het beheerscontract en de bijlage tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vereniging "De Molenketjes" goed te keuren, beiden hierbij gevoegd.

Kopie van de huidige beraadslaging zal aan de volgende diensten overgemaakt worden: B19 (VM – 004), B4, B6, B16.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 27 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0026# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**

Crèche Harlekijntje sise rue des Béguines, 101 - Occupation des locaux destinés à accueillir une crèche par l'ASBL Molenketjes.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 24.09.2014 décidant e.a. de marquer son accord sur la création d'une A.S.B.L. dite « délégataire » ou « paracommunale » ayant pour but la création, l'organisation, la coordination et la gestion des milieux d'accueil néerlandophones destinés aux enfants de 0 à 12 ans sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant qu'il s'agit de l'ASBL Molenketjes et que l'ASBL va prendre en charge la gestion de la crèche communale Harlekijntje sise rue des Béguines, 101 (cave – rez-de chaussée – espace extérieur) ;
Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL Molenketjes pour une durée limitée de 9 ans ;
Considérant que l'ASBL Molenketjes occupera les locaux à titre gratuit et que les consommations d'énergie seront pris en charge par l'Association ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 8 décembre 2014 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée limitée de 9 ans, par l'ASBL Molenketjes des locaux destinés à accueillir la crèche Harlekijntje sise rue des Béguines, 101 (cave – rez-de-chaussée – espace extérieur);

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et la prise en charge par l'ASBL de la consommation énergétique.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 28 votes positifs, 13 abstentions.

Kinderkribbe Harlekijntje gelegen Begijnenstraat 101 – Gebruik van de lokalen bestemd om een kinderdagverblijf te ontvangen door de VZW Molenketjes.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 24.09.2014 houdende beslissing o.a. zijn akkoord te geven voor de oprichting van een V.Z.W. zogenaamd "overnemer" of "paracommunale" die de oprichting, de organisatie, de coördinatie en het beheer van de Nederlandstalige opvangmilieu bestemd voor de kinderen van 0 tot 12 jaar op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot doel heeft;

Overwegende dat het gaat over de V.Z.W. Molenketjes en dat de V.Z.W. het beheer van de gemeentelijke kinderkribbe Harlekijntje gelegen Begijnenstraat 101 zal nemen (kelder – gelijkvloers – buiten ruimte);

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW Molenketjes voor een beperkte duur van 9 jaar;

Overwegende dat de vzw Molenketjes de lokalen gratis zal gebruiken en dat de energieverbruik zullen worden gedekt door de Vereniging;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 8 december 2014,

B E S L U I T :

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de VZW Molenketjes van de lokalen die bestemd zijn voor het herbergen van het kinderdagverblijf Harlekijntje, gelegen Begijnenstraat 101 (kelder – gelijkvloers – buiten ruimte), voor een beperkte duur van 9 jaar goed te keuren;

Artikel 2:

Het gratis gebruik en het overnemen door de VZW van de energiekosten goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 28 positieve stemmen, 13 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0027# **Économie - Economie**

Signature d'un contrat-cadre entre l'Agence Régionale du Commerce Atrium et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997, marquant son accord sur la conclusion de contrats de noyaux commerciaux et décidant le lancement d'un appel à projets auprès des communes et des associations de commerçants situées dans l'Espace de développement renforcé du logement du PRD,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2001, marquant son accord sur la reconduction des contrats de noyaux commerciaux,

Considérant que la revitalisation des noyaux commerciaux doit s'inscrire dans une stratégie globale de développement urbain telle que décrite dans le projet de Plan Régional de Développement, adopté le 20 septembre 2001,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet pertinent de « Contrats de Quartier commerçant » afin d'assurer l'investissement transversal de la Région dans les quartiers

visés,

Vu les objectifs du Plan Stratégique Régional 2006-2008, Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants,

Vu les Contrats de Quartier commerçant de 2006-2008 entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, ses 3 antennes « Molenbeek-Centre », « Karreveld » et « Chaussée de Ninove », et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'élargir le périmètre de travail de l'Agence Atrium, initialement défini sur 17 noyaux commerçants, et que, depuis janvier 2013, celle-ci est désormais compétente sur l'ensemble du territoire régional, avec un fonctionnement rationalisé, notamment via la découpe du territoire régional en cinq zones bénéficiant chacune d'une équipe de son département opérationnel ;

Considérant que les missions principales d'Atrium sont :

- Le développement du commerce au niveau sectoriel ;
- L'optimisation des environnements commerciaux ;
- La promotion du commerce sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale

Considérant que l'objet du contrat repris en annexe est de mettre en place les mécanismes permettant l'action conjointe et coordonnée d'Atrium et de Molenbeek-Saint-Jean en vue de soutenir et de développer le commerce sur le territoire de la commune, ainsi que d'œuvrer à la revitalisation de ces quartiers commerçants ;

Considérant que ce contrat comprend :

- Les objectifs stratégiques poursuivis par l'exécution du présent contrat ;
- Les engagements des parties, à savoir Atrium et Molenbeek-Saint-Jean ;
- Les modalités de financement permettant l'exécution du présent contrat ;
- Les modalités de mise en œuvre, de suivi, de contrôle, d'évaluation du présent contrat.

DECIDE :

Article unique

D'approuver la signature entre l'Agence Régionale du Commerce Atrium et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean du contrat-cadre joint au dossier et ceci pour une période de 3 ans.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 27 votes positifs, 14 abstentions.

Ondertekening van een raamovereenkomst tussen het Gewestelijk Handelsagentschap Atrium en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

De GEMEENTERAAD,

Gelet op het overleg van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest op 3 juli 1997, waarbij het akkoord werd gegeven voor contracten rond commerciële kernen en waarbij een oproep werd gelanceerd voor projecten bij gemeentes en winkeliersverenigingen gelegen in de ontwikkelingsruimte versterkt door het ROP;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2001, waarbij het akkoord werd verleend tot verlenging van de contracten rond commerciële kernen;

Overwegende dat de vernieuwing van de commerciële kernen moet passen binnen een globale strategie van stadsvernieuwing zoals beschreven in het project voor een Regionaal Ontwikkelingsplan, aanvaard op 20 september 2001;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2005 een project te herlanceren betreffende "Handelswijkcontracten" ter garantie van de transversale investering van het Gewest in de bedoelde wijken;

Gelet op de doelstellingen van het Gewestelijk Strategisch Plan 2006-2008, Brussel, een toekomst en een ambitie voor de handelswijken;

Gelet op het Handelswijkcontract 2006-2008 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, haar 3 antennes « Molenbeek-Centrum », « Karreveld » en « Ninoofsesteenweg », en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering besloten heeft het werkerrein van het agentschap Atrium dat aanvankelijk 17 handelskernen besloeg te verruimen en dat ze nu bevoegd is voor het hele grondgebied van het Gewest, met een gerationaliseerde werking omdat het grondgebied werd opgesplitst in vijf zones die elk een team van zijn operationele afdeling kregen toebedeeld;

Overwegende dat de belangrijkste opdrachten van Atrium de volgende zijn :

- De ontwikkeling van de handel op sectoriaal niveau
- De optimalisatie van de handelsomgevingen
- De bevordering van de handel op het Gewestelijk grondgebied op lokale, regionale, nationale en internationale schaal;

Overwegende dat de bedoeling van de overeenkomst in bijlage de invoering van mechanismen die een gezamenlijke

en gecoördineerde actie door Atrium en Sint-Jans-Molenbeek mogelijk maken is, met het oog de handel op het grondgebied te ondersteunen en te ontwikkelen, en eveneens bij te dragen tot de heropleving van de handelswijken; Overwegende dat deze overeenkomst omvat :

- De strategische doelstellingen die worden nagestreefd via de uitvoering van deze overeenkomst;
 - De verbintenissen van de partijen, namelijk Atrium en Sint-Jans-Molenbeek;
 - De financieringsvoorwaarden voor de uitvoering van deze overeenkomst;
 - De voorwaarden voor de uitvoering, opvolging, controle en evaluatie van deze overeenkomst;
- Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel

De ondertekening goed te keuren van een raamovereenkomst tussen het Gewestelijk Handelsagentschap Atrium en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek , bijgevoegd aan het dossier, en dit voor een periode van drie jaar.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 27 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0028# **Travaux Publics - Openbare Werken**

Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 – Marchés publics – Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins – CC14.037

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26§1-1°a) et l'article 53§2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 14 octobre 2014 – Travaux Publics – Atelier communal – Remplacement de 4 châssis et placement de 2 portes sectionnelles – Projet – 20.440,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 4.292,40 EUR) – Art. 1370/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 17 novembre 2014 – Travaux Publics – Ecole communale n° 1 située rue des Quatre-Vents, 71 - Investigation et remédiation aux problèmes d'infiltrations – Projet - 9.917,35 EUR HTVA (TVA 21% soit 2.082,64 EUR) soit 12.000,00 EUR TVAC – Art. 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 24 novembre 2014 – Travaux Publics – Voiries – Travaux de marquage routier - Projet – 85.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 17.850,00 EUR) soit 102.850 EUR TVAC – Art. 4230/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 24 novembre 2014 – Travaux Publics – Voiries – Fourniture et placement de Mobilier urbain – Projet – 85.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 17.850,00 EUR) soit 102.850 EUR TVAC – Art. 4230/741/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Marché de travaux relatifs à la réfection du mur de la salle de gymnastique de l'école communale n°13 – Projet - 22.314,05 EUR HTVA (TVA 21% soit 4.685,95 EUR) soit 27.000,00 EUR TVAC – Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 27 votes positifs, 14 abstentions.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten – Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen – GR14.037

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 ;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1° a) en artikel 53§2 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 14 oktober 2014 – Openbare Werken - Gemeentelijke werkplaats – Vervanging van 4 ramen en plaatsing van 2 sectionaalpoorten – Ontwerp - 20.440,00 EUR BTW niet inbegrepen (TVA 21% ad. 4.292,40 EUR) - Art. 1370/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 17 november 2014 – Openbare Werken - Gemeenteschool nr.1 gelegen Vierwindenstraat 71 - Onderzoek en oplossing infiltratieproblemen - Ontwerp - 9.917,35 EUR BTW niet inbegrepen (TVA 21% ad. 2.082,64 EUR) ad. 12.000,00 EUR BTW inbegrepen - Art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 24 november 2014 – Openbare Werken - Openbare werken – Wegenissen – Wegmarkeringswerken - Ontwerp - 85.000,00 EUR BTW niet inbegrepen (TVA 21% ad. 17.850,00 EUR) ad. 102.850 EUR BTW inbegrepen - Art. 4230/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 24 november 2014 – Openbare Werken - Wegenissen– Levering en plaatsing van straatmeubilair – Ontwerp - 85.000,00 EUR BTW niet inbegrepen (TVA 21% ad. 17.850,00 EUR) ad. 102.850 EUR BTW inbegrepen - Art. 4230/741/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken - Opdracht voor werken voor herstelling van de muur van de sportzaal in gemeenteschool nr. 13 – Ontwerp - 22.314,05 EUR BTW niet inbegrepen (TVA 21% ad. 4.685,95 EUR) ad. 27.000,00 EUR BTW inbegrepen - Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

BESLUIT:

Enig artikel :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 27 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0029# **Travaux Publics - Openbare Werken**

Nouvelle Loi communale article 236 alinea 2 – Marchés publics – Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins – CC14.038

LE CONSEIL:

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 236§2 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins relatives à la modification de marchés publics en cours entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%, en vertu des art. 7 et 8 de l'A. R. du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Marché de services relatif à l'entretien et aux interventions en urgence en cas de panne des systèmes de chauffage des différents bâtiments communaux – Adaptation de la dépense – 2.874,90 EUR hors TVA (TVA 21% soit 603,73 EUR), soit 3.478,63 EUR TVA comprise – Art. 000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Transformation d'une habitation située rue Ulens, 81 en bâtiment scolaire en vue de l'extension de la partie néerlandophone de l'école communale n°2 Regenboog – Adaptation de la dépense – 63.560,70 EUR hors TVA (TVA 21% soit 13.347,74 EUR), soit 76.908,44 EUR TVA comprise – Art. 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Marché de travaux relatif au placement d'une clôture et d'un portail en vue de la sécurisation de l'école communale n°18 – Adaptation de la dépense – 4.986,50 EUR TVA comprise – Art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Marché de travaux – Rénovation d'une classe à l'école communale n°10 - rue Ransfort 76 – Adaptation de la dépense – 713,66 EUR hors TVA (TVA 21% soit 149,87 EUR), soit 863,53 EUR TVA comprise – Art. 7220/723/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Rénovation du bassin olympique « Louis Namèche » sis rue Van Kalck, 93 – Protocole d'accord relatif à l'investissement de l'accord de Coopération Beliris – Travaux supplémentaires - Adaptation de la dépense - 74.380,16 EUR HTVA (TVA 21% soit 15.619,84 EUR) soit 90.000,00 EUR TVAC – Art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics – Plan triennal d'investissement 2013-2015 : rénovation complète de voiries : essais et analyse des sols – Avenant n°1 au cahier spécial des charges - 7.935,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 1.666,35 EUR) soit 9.601,35 EUR TVAC – Art. 4210/731/60/13 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;
- 08 décembre 2014 – Travaux Publics - voiries - Marché de services relatif à la mission d'auteur de projet en vue du réaménagement complet des rues Melpomène, Calliope et la place Mennekens - Avenant n°2 au cahier spécial des charges - 10.850,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 2.278,50 EUR) soit 13.128,50 EUR TVAC – Art. 4210/731/60/13 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 – Fonds d'emprunt ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 27 votes positifs, 14 abstentions.

Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea 2 – Overheidsopdrachten – Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen – GR14.038

DE RAAD:

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236§2 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen m.b.t. het wijzigen van de aangang zijnde overheidsopdrachten die een bijkomende uitgave van meer dan 10% teweeg brengen krachtens art. 7 en 8 van het K.B. van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- 08 december 2014 – Openbare Werken – Overheidsopdracht voor diensten met betrekking tot het onderhoud en dringende interventies in geval van panne aan de verwarmingsinstallaties van de verschillende schoolgebouwen – Aanpassing van de uitgave – 2.874,90 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 603,73 EUR) ad. 3.478,63 EUR BTW inbegrepen – Art. 000/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken – Transformatie van een woonhuis, gelegen Ulensstraat, 81, naar een schoolgebouw met het oog op de uitbreiding van de Nederlandstalige afdeling van gemeenteschool nr. 2 «Regenboog» - Aanpassing van de uitgave – 63.560,70 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 13.347,74 EUR) ad. 76.908,44 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 –

Leningsgelden;

- 08 december 2014 – Openbare Werken – Overheidsopdracht voor werken met betrekking tot de plaatsing van een omheining en een poort met het oog op de beveiliging van de gemeenteschool nr 18 - Aanpassing van de uitgave – 4.986,50 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken – Overheidsopdracht voor werken – Renovatie van een klas in de gemeenteschool nr 10, Ransfortstraat 76 – Aanpassing van de uitgave – 713,66 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 149,87 EUR) ad. 863,53 EUR BTW inbegrepen – Art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken – Renovatie van het olympische zwembad ‘Louis Namèche’ gelegen Van Kalckstraat 93 – Overeenkomstprotocol betreffende de investering van het Beliris-samenwerkingsakkoord – Bijkomende werken – Aanpassing van de uitgave – 74.380,16 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 15.619,84 EUR) ad. 90.000,00 EUR BTW inbegrepen – Art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken – Driejarenplan voor investeringen 2013-2015: volledige renovatie van wegen: testen en bodemanalyse – Uitbreiding opdracht – Bijlage nr. 1 bij het bijzonder bestek - 7.935,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 1.666,35 EUR) ad. 9.601,35 EUR BTW inbegrepen – Art. 4210/731/60/13 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;
- 08 december 2014 – Openbare Werken – Wegenissen – Dienstopdracht betreffende de opdracht van ontwerper met het oog op de volledige heraanleg van de wegenissen van de Melpomene- en de Calliopestraat en de Mennekensplaats - Bijlage nr. 2 bij het bijzonder bestek – 10.850,00 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% a.d. 2.278,50 EUR) ad. 13.128,50 EUR BTW inbegrepen – Art. 4210/731/60/13 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 – Leningsgelden;

BESLUIT :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 27 positieve stemmen, 14 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0030# **Travaux Publics - Openbare Werken**

Accord de coopération entre l'Etat fédéral en la Région de Bruxelles-Capitale – Approbation du Protocole – « 5.6.1-réaménagement du parc Marie-José » à Molenbeek-Saint-Jean - CC14.036

LE CONSEIL,

Vu l'accord de Coopération du 15.09.1993 et ses avenants (dénommés BELIRIS) conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale prévoyant plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capital de Bruxelles ;

Considérant que la Direction Infrastructure de Transport est chargée de l'étude, de l'exécution et du contrôle de ces initiatives ;

Considérant que le chapitre 5 « Parcs urbains » de l'Accord de Coopération précité prévoit en tant qu'initiative du financement des travaux de réaménagement du Parc Marie-José à Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu le cahier spécial des charges « 5.6.1-réaménagement du parc Marie-José » ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les droits et obligations de chacune des parties ;

Prend connaissance du Protocole « 5.6.1-réaménagement du parc Marie-José » ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 01.12.2014 ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver et de faire sien le Protocole « 5.6.1-réaménagement du parc Marie-José » à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 27 votes positifs, 1 vote négatif, 13 abstentions.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Goedkeuring van het Protocol – « 5.6.1 - herinrichting van het Marie-Josépark » te Sint-jans-Molenbeek – GR14.036

DE RAAD,

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en de aanhangsels ervan (BELIRIS genaamd), afgesloten tussen de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welk akkoord voorziet in verscheidene initiatieven die bedoeld zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te promoten;

Overwegende dat de Directie Transportinfrastructuur met de bestudering van, uitvoering van en controle op deze initiatieven belast is;

Overwegende dat hoofdstuk 5 « Stadsparken » van het vermelde Samenwerkingsakkoord financiering van de herinrichtingswerken van het Marie-Josépark te Sint-Jans-Molenbeek als initiatief voorziet ;

Gezien bestek « 5.6.1- herinrichting van het Marie-Josépark »;

Overwegende dat de rechten en plichten van alle partijen bepaald moeten worden;

Neemt kennis van Protocol « 5.6.1- herinrichting van het Marie-Josépark »;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 01.12.2014;

BESLUIT:

Enig artikel

Protocol « 5.6.1- herinrichting van het Marie-Josépark » te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren en toe te laten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 27 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 13 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0031# **Travaux Publics - Openbare Werken**

Travaux Publics – Rénovation lourde d’un pavillon scolaire et de divers locaux de l’école communale n°11, sise chaussée de Ninove, 1001 – Modification des annexes du cahier des charges – CC14.039

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 24.09.2014 décidant e.a :

Article 1

d’approuver le nouveau projet adapté selon les remarques de l’autorité de Tutelle relatif à la rénovation lourde d’un pavillon scolaire et de divers locaux de l’école communale n° 11, sise chaussée de Ninove, 1001 ;

Article 2

d’approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l’auteur de projet ;

Article 3

d’approuver le projet d’avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d’approuver la dépense globale estimée à 1.900.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) ;

Article 5

De réserver la dépense sur le crédit inscrit à l’art. 7220/723/60 du budget extraordinaire de l’exercice 2014 et de la couvrir par des fonds d’emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l’adjudication ouverte.

Considérant que, conformément à la législation organisant le transmis des décisions des organes communaux à l’autorité de tutelle, la délibération du Conseil communal mentionnée ci-dessus a été transmise à l’A.P.L en date du 13.10.2014 ;

Considérant que le dossier a été approuvé par dépassement de délai le 21.11.2014 ;

Considérant que suite aux remarques émises par l’autorité de tutelle, il y a lieu de modifier les annexes du cahier spécial des charges,

Prend connaissance des annexes du cahier spécial des charges modifiées selon les remarques émises par l’autorité de Tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l’A.R. du 15 juillet 2011 et l’A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l’art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article unique :

D’approuver les annexes du cahier spécial des charges modifiées selon les remarques de l’autorité de Tutelle relatives à la rénovation lourde d’un pavillon scolaire et de divers locaux de l’école communale n°11, sise chaussée de Ninove, 1001.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 41 votes positifs.

Openbare Werken – De zware renovatie van een schoolpaviljoen en van verschillende lokalen van

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 24.09.2014 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

het nieuwe ontwerp dat is aangepast aan de in het vermelde ministeriële besluit betreffende de zware renovatie van een schoolpaviljoen alsook van verschillende lokalen in de gemeenteschool nr. 11, gelegen Ninoofsesteenweg 1001 goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 1.900.000,00 EUR BTW (afgerond bedrag) inbegrepen goed te keuren;

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/723/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de openaانبesteding;

Overwegende dat in overeenstemming met de wetgeving die het overmaken van de beslissingen van de gemeentelijke instellingen aan de Toezichthoudende overheid regelt, de hiervoor vermelde beraadslaging van de Gemeenteraad is overgemaakt aan het B.P.B op 13.10.2014;

Overwegende dat het dossier op 21.11.2014 werd goedgekeurd, na overschrijding van de termijn;

Overwegende dat volgens de opmerkingen van toezichthoudende overheid, de bijlagen van het bestek moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van de bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de Toezichthoudende overheid;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L U I T :

Enig artikel :

De bijlagen van het bestek die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichthoudende overheid betreffende de zware renovatie van een schoolpaviljoen alsook van verschillende lokalen in de gemeenteschool nr. 11, gelegen Ninoofsesteenweg 1001 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

#012/17.12.2014/A/0032# **Travaux Publics - Openbare Werken**

Ecole 16 – Réaménagement des cours de récréation – Projet – CC14.040

LE CONSEIL:

Considérant qu'il y a lieu de procéder au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 ;

Prend connaissance du projet établi à cet effet par l'auteur de projet, ainsi que du cahier spécial des charges, des métrés et des plans ;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 371.900,83 HTVA (TVA 21% soit 78.099,17 EUR) ; soit 450.000,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Considérant que ces travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2011 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'art. 117 et 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08.12.2014 ;

D E C I D E :

Article 1

d'approuver le projet relatif au réaménagement des cours de récréation de l'école 16 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 371.900,83 HTVA (TVA 21% soit 78.099,17 EUR) ; soit 450.000,00 EUR TVAC ;

Article 5

de réserver à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 27 votes positifs, 11 abstentions.

School 16 – Herinrichting van de speelplaatsen – Ontwerp – GR14.040

DE RAAD:

Overwegende dat het nodig is om de speelplaatsen van school 16 opnieuw in te richten;

Neemt kennis van het ontwerp alsook van het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden ad. 371.900,83 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% :

78.099,17 EUR) ; ad. 450.000,00 EUR BTW inbegrepen;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 ;

Overwegende dat deze werken kunnen toevertrouwd worden aan de privésector bij openaanbesteding;

Gelet de wet van 15 juni 2006, van het K.B. van 15 juli 2011 en van het K.B. van 14 januari 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op art. 117 en 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 08.12.2014;

B E S L U I T :

Artikel 1

het ontwerp betreffende de herinrichting van de speelplaatsen van school 16 in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de meetstaten en de plannen hiertoe opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , hiertoe opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;
Artikel 4
de globale uitgave geraamd ad. 371.900,83 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% : 78.099,17 EUR) ; ad.
450.000,00 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;
Artikel 5
deze uitgave aan te rekenen op art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014 en ze te
dekken met leningsgelden;
Artikel 6
gebruik te maken van de openaanbesteding;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 27 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0033# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**
Nouvelle Loi Communale article 236 alinéa 2 - Marchés publics - Communication des décisions du collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236, alinéa 2;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES:

- Séance du 8 décembre 2014 - Projets Subsidiés - FEDER – PGV – CQCBV – Réhabilitation partielle d'un ancien site industriel – Site des Brasseries Bellevue – Angle des 41 et 43 Quai du Hainaut et 1 rue Evariste Pierron à 1080 Bruxelles – Dépense supplémentaire - 2.479,34 EUR htva (TVA 21% soit 520,66 EUR), soit 3.000,00 EUR tvac - article 9302/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 - Subsidies octroyés dans le cadre de FEDER et de PGV et solde par des fonds d'emprunt;

- Séance du 8 décembre 2014 - Projets Subsidiés - Contrat de quartier Durable Petite Senne – Marché de service bureau d'étude – Avenant n°1 au cahier spécial des charges CSC 13.030 - 45.000,00 euros tvac - Article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 - Subsidies octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Petite Senne.

DECIDE:

Article unique

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 27 votes positifs, 11 abstentions.

Nieuwe Gemeentewet artikel 236 alinea - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 236 alinea 2 ;

WORDT GEINFORMEERD OVER DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

- Zitting 8 december 2014 - Gesubsidieerde projecten - EFRO– GSB – WCCBV – Gedeeltelijke herwaardering van een voormalige industriële site-Site van Brouwerij Bellevue – hoek Henegouwenkaai 41-43 en E.Pierron 1 te 1080 Brussel – Bijkomende uitgave - 2.479,34 EUR excl. BTW (BTW 21% soit 520,66 EUR), 3.000,00 EUR incl. BTW - Begrotingsartikel 9302/731/60 - Buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - Uitgave gedekt door in het kader van het EFRO-programma en van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

- Zitting 8 december 2014 - Gesubsidieerde projecten - Duurzaam wijkcontract "Kleine Zenne" - Overheidopdracht voor diensten m.b.t een opdracht van ontwerper - Aanhangsel nr. 1 van het bijzonder bestek - 45.000,00 euros - Artikel 9301/731/60 - Buitengewone begroting van dienstjaar 2014 - Subsidies toegekend in het kader van Duurzaam wijkcontract "Kleine Zenne".

BESLUIT:

Enige Artikel

De financieringswijzen van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 27 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0034# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

Marché de services - Mission d'étude– Elaboration d'une Vision d'Avenir pour le Développement Urbain de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean - Avis de marché, mode de passation du marché, mode de financement de la dépense.

LE CONSEIL

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'afin d'assurer un développement cohérent de son territoire, la Commune doit se doter d'un document d'orientation proposant une « Vision d'Avenir » esquissant le Développement Urbain souhaité sur l'ensemble du territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'échelle d'une génération;

Considérant que cette « Vision d'Avenir » devra entre autre permettre d'analyser l'offre et la demande en matière de logements et d'infrastructures publiques, en particulier en matière d'enseignement et d'accueil de la petite enfance, afin d'organiser et d'anticiper les développements immobiliers à initier au cours des prochaines années ;

Considérant que cette « Vision d'Avenir » devra également permettre à la Commune de préparer et d'anticiper dans le futur les appels à projets liés aux différents programmes d'investissement et de subventionnement régionaux, fédéraux et/ou européens ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner à cet effet un auteur de projet pour la mission d'étude relative à l'élaboration de cette « Vision d'Avenir » ;

Considérant que le montant des honoraires est estimé à 130.000,00 € hors TVA (soit 157.300,00€ TVA comprise) pour la mission de base et 15.000€ hors TVA (soit 18.150,00€ TVA comprise) pour le défraiement de maximum 5 soumissionnaires invités à remettre offre soit un total de 145.000€ hors TVA soit 175.450,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours ;

Considérant que l'étude est à charge complète de la commune sur fonds d'emprunt ;

Considérant que les dispositions de l'article 26 §2, 3° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés de services autorisent les pouvoirs adjudicateurs à recourir à la procédure négociée avec publicité lorsque « la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre la passation du marché par procédure ouverte ou restreinte »;

Considérant que, en effet, compte tenu du résultat à atteindre à savoir l'élaboration d'une Vision d'Avenir pour le développement urbain de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la division des projets subsidiés est dans l'incapacité d'établir des clauses contractuelles techniques avec une précision suffisante pour permettre l'attribution

selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offre ;
Considérant en outre que la mission de service comprend une grande partie de prestations intellectuelles qui ne sont pas mesurables ;
Considérant que le montant estimé du marché, à savoir 145.000,00€ hors TVA est inférieur au seuil européen à savoir 207.000,00 € hors TVA ;
Considérant que le marché peut dès lors être passé par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 26, §2, §2,3° de la loi du 15 juin 2006;
Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;
Considérant que les critères de sélection qualitative ont été choisis pour s'assurer de la capacité technique des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de se voir inviter à déposer une offre ;
Considérant que le nombre envisagé de candidats invités à soumissionner sur base de leur dossier de candidature est de minimum 3 et maximum 5 ;
Considérant qu'une somme forfaitaire de 3.000,00 € hors tva (3.630,00 € tva comprise) sera attribuée à chaque candidat invité à soumissionner mais non retenu ayant remis une offre régulière et complète;
Prend connaissance de l'avis de marché relatif au marché de service rédigé par la division des Projets subsidiés;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission d'étude relative à l'élaboration d'une Vision d'Avenir pour le Développement Urbain de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver la dépense pour les honoraires fixés forfaitairement à 130.000,00 € hors TVA, soit 157.300,00 € TVA comprise, ainsi que la dépense relative au défraiement des candidats invités à soumissionner mais non retenus, soit 18.150,00 € TVA comprise (3.000 ,00€ hors tva par candidat soit 3.630,00 € TVA comprise par candidat);

Article 3 :

De recourir à la procédure négociée avec publicité belge;

Article 4 :

De financer la dépense susmentionnée par fonds d'emprunts.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 30 votes positifs, 8 abstentions.

Dienstverleningscontract – Onderzoeksopdracht – Uitwerken van een Toekomstvisie voor de Stedelijke Ontwikkeling van de Gemeente St.-Jans-Molenbeek – Aankondiging van de opdracht, wijze van gunning, vastlegging van de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, van leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat, teneinde een coherente ontwikkeling op haar grondgebied te verzekeren, de Gemeente zich moet voorzien van een oriëntatiedocument waarin een "Toekomstvisie" voorgesteld wordt die de gewenste Stedelijke Ontwikkeling schetst op het volledige grondgebied van de Gemeente St.-Jans-Molenbeek op schaal van een generatie ;

Overwegende dat deze « toekomstvisie » o.a. zal moeten toelaten het aanbod en de vraag te analyseren wat woningen en openbare gebouwen betreft, in het bijzonder gebouwen betreffende onderwijs en opvang van kleine kinderen, voor het organiseren van en het anticiperen op de te initiëren vastgoedontwikkelingen voor de volgende jaren.

Overwegende dat deze "Toekomstvisie" de Gemeente ook zal moeten toelaten de nodige voorbereidingen te doen voor en in de toekomst te anticiperen op de projectoproepen in verband met de verschillende regionale, federale en / of Europese investerings- en subsidiëringsprogramma's ;

Overwegende dat het zinvol is hiertoe een projectindienaar aan te stellen voor de onderzoeksopdracht betreffende de uitwerking van deze "Toekomstvisie" ;

Overwegende dat het bedrag van de erelonen geschat wordt op 130.000,00 € excl. BTW (hetzij 157.300,00€ incl. BTW) voor de basisopdracht en 15.000€ excl. BTW (hetzij 18.150,00€ incl. BTW) voor de terugbetaling van maximum 5 inschrijvers die uitgenodigd worden om een offerte in te dienen, hetzij een totaal van 145.000€ excl. BTW, hetzij 175.450,00€ incl. BTW ;

Overwegende dat de kredieten betreffende de erelonen voorzien worden in artikel 9301/731/60 d van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar ;

Overwegende dat het onderzoek volledig ten laste is van de gemeente op leningfonds ;

Overwegende dat de bepalingen van artikel 26 §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de opdrachten van

diensten de aanbestedende overheden toelaten gebruik te maken van de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking wanneer “de te leveren prestatie van die aard is dat de specificaties van de opdracht niet met voldoende nauwkeurigheid kunnen vastgelegd worden om een gunning van de opdracht mogelijk te maken via open of beperkte procedure” ;

Overwegende dat, rekening houdend met het te bereiken resultaat, te weten de uitwerking van een Toekomstvisie voor de stedelijke ontwikkeling van de Gemeente St.-Jans-Molenbeek, de divisie gesubsidieerde projecten daadwerkelijk in de onmogelijkheid verkeert om de technische contractuele clausules met voldoende nauwkeurigheid te bepalen om de toekenning volgens aanbestedingsprocedure of offerteaanvraag mogelijk te maken ;

Overwegende bovendien dat de dienstopdracht voor een groot deel intellectuele prestaties omvat die niet meetbaar zijn ;

Overwegende dat het geschatte bedrag van de opdracht, te weten 145.000€ excl. BTW lager ligt dan de Europese grens, te weten 207.000,00 € excl. BTW ;

Overwegende dat de opdracht bijgevolg kan gegund worden via onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking in overeenstemming met artikel 26, §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 ;

Overwegende dat onderhavige opdracht voorwerp zal zijn van bekendmaking in het Bulletin der aanbestedingen ;

Overwegende dat de criteria van kwalitatieve selectie gekozen werden teneinde zich te vergewissen van de technische capaciteit van de kandidaten de taken op zich te nemen die hen zullen toevertrouwd worden, waarbij echter de kans gegeven wordt aan een zo groot mogelijk aantal kandidaten om uitgenodigd te worden een offerte in te dienen ;

Overwegende dat het beoogde aantal kandidaten uitgenodigd om in te schrijven op grond van hun kandidatuur dossier minimum 3 en maximum 5 bedraagt ;

Overwegende dat een forfaitaire som van 3.000,00 € excl. BTW (3.630,00 € incl. BTW) toegekend zal worden aan elke kandidaat die uitgenodigd werd in te schrijven, maar niet weerhouden werd en die een regelmatige en volledige offerte indiende ;

Neemt kennis van de aankondiging van opdracht betreffende de dienstopdracht opgesteld door de divisie gesubsidieerde projecten ;

BESLIST :

Artikel 1 :

De termen van de aankondiging van opdracht voor de onderzoeksopdracht in verband met de uitwerking van een Toekomstvisie voor de Stedelijke Ontwikkeling van de Gemeente St. -Jans-Molenbeek goed te keuren ;

Artikel 2 :

De uitgave voor de erelonen forfaitair vastgelegd op 130.000,00 € excl. BTW, hetzij 157.300,00 € incl. BTW, alsook de uitgave betreffende de terugbetaling van de kandidaten uitgenodigd om in te schrijven, maar die niet weerhouden werden, hetzij 18.150,00 € incl. BTW (3.000 ,00€ excl. BTW per kandidaat, hetzij 3.630,00 € incl. BTW per kandidaat) goed te keuren;

Artikel 3 :

Om gebruik te maken van het onderhandelingsprocedure met belgische publiciteit;

Artikel 4 :

Om de bovenstaande uitgaven te financieren door leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 30 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

#012/17.12.2014/A/0035# **Mobilité - Mobilité**

Protocole d'accord pour la réalisation d'un plan d'action communal de stationnement.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

38 votants : 38 votes positifs.

Protocol van akkoord voor de realisatie van een Gemeentelijk Parkeeractieplan.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0036# **Urbanisme-Permis D'environnement-Hygiène - Stedenbuw-Milieuvergunninge-Hygiène**

Abrogation PPAS 14B Genot - projet de décision d'abroger le PPAS 14B Genot

LE CONSEIL,

Vu le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire, et plus particulièrement ses articles 58 à 63, et ses arrêtés

d'application ;

Vu l'approbation par le Conseil Communal daté du 23 avril 2014 sur le principe de procéder à l'abrogation du PPAS 14B Genot à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la 1ère phase de la procédure d'abrogation consiste en l'élaboration du rapport relatif à la détermination de la présence ou de l'absence d'incidences notables sur l'environnement du plan projeté ;

Considérant que selon le rapport établi par le service de l'Urbanisme il n'y a pas lieu de procéder à la réalisation d'un rapport sur les incidences environnementales, pour les raisons développées dans ledit rapport ;

Considérant que selon l'article 44 du Cobat, il y a lieu de solliciter l'avis de l'Administration et de l'Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement portant sur l'absence d'incidences notables du plan projeté ;

Considérant que leur avis, daté respectivement du 14/08 et du 11/08/2014 ont confirmé que la réalisation d'un rapport sur les incidences n'est pas nécessaires ;

Considérant qu'il y a donc lieu de poursuivre la procédure d'abrogation en soumettant le projet à enquête publique ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet d'abrogation du PPAS 14B Genot

Article 2 :

de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan à enquête publique, conformément au CoBAT,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Opheffing BBP 14B Genot – Beslissing van het ontwerp betreffende de opheffing van het BBP 14B Genot

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, en meer bepaald de artikelen 58 tot 63, en de uitvoeringsbesluiten ;

Gelet de goedkeuring door de gemeenteraad op datum van 24 april 2014 het principe van opheffingsprocedure van BBP 14B Genot te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de 1e fase van de opheffingsprocedure de uitwerking van het verslag betreffende het besluit aangaande de aan- of afwezigheid van aanzienlijke milieueffecten van het vooropgesteld plan ;

Overwegende dat er, volgens het verslag van de dienst stedenbouw en op grond van de redenen die in het genoemd verslag uiteengezet zijn, geen milieueffectenrapport dient te worden opgemaakt ;

Overwegende dat, volgens artikel 44 van het BWRO, het advies dient te worden gevraagd van het Bestuur en het Brussels Instituut voor Milieubeheer, wat betreft het beheer inzake Leefmilieu dat betrekking heeft op de afwezigheid van aanzienlijke effecten van het vooropgesteld plan ;

Overwegende dat hun adviezen, respectievelijk daterend van 14/08 en 11/08/2014, bevestigd hebben dat het niet nodig is om een rapport over de effecten te maken ;

Overwegende dat de opheffingsprocedure dus moet worden voortgezet door het project te onderwerpen aan een openbaar onderzoek ;

BESLUIT :

Artikel 1

het goedkeuren van het intrekingsbesluit van het BBP 14B Genot

Artikel 2

het aanstellen van het college van Burgemeester en Schepenen om het ontwerpplan aan het openbaar onderzoek te onderwerpen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code du Logement ;
Considérant que l'article 23 de la présente ordonnance signale que 85% du produit des amendes régionales sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situe le bien inoccupé pour autant qu'elle ait expressément exclu les logements inoccupés du champ d'application de son règlement-taxe relatifs aux immeubles abandonnés, inoccupés ou inachevés ;
Vu les modifications apportées, dans ce sens, au règlement-taxe communal sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés, approuvées par le Conseil communal le 23.05.2013 ;
Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a proposé à la Commune un projet de convention pour régler la rétrocession des 85% des amendes perçues par la Région ;
Considérant que d'après cette convention, la rétrocession s'effectuera sous la forme d'une subvention d'investissement qui doit être consacrée au développement de la politique communale du logement ;
Considérant que cette convention est prévue pour une durée d'un an et qu'elle pourrait être modifiée par la suite, en ce qui concerne le type de subvention octroyée à la Commune ;
Considérant que ce projet de convention a été soumis au service des Affaires juridiques ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08 décembre 2014 ;

D E C I D E :

Article unique:

D'approuver le projet de convention de rétrocession de 85 % des amendes perçues par la région de Bruxelles-Capitale pour les logements inoccupés au profit de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Huisvestingscél – Overeenkomst voor de terugbetaling van 85% van de opbrengst van boetes geïnd door het Gewest voor de leegstaande woningen

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 met betrekking tot de Huisvestingscode;
Overwegende dat het artikel 23 van deze ordonnantie voorziet dat 85% van de opbrengst wordt gestort aan de gemeente waar de leegstaande woning zich bevindt, voor zover ze uitdrukkelijk de onbewoonde woningen geweerd heeft uit het toepassingsgebied van haar belastingreglement betreffende de verlaten, onbewoonde of onafgewerkte woningen.
Gezien de wijzigingen aangebracht aan het gemeentelijke belastingreglement op de geheel of gedeeltelijke onbewoonde en de onafgewerkte gebouwen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 23.05.2013 ;
Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ontwerpovereenkomst voorgesteld heeft aan de Gemeente om de terugbetaling van 85% te regelen van de boetes geïnd door het Gewest;
Overwegende dat volgens deze overeenkomst, de terugbetaling zal gebeuren in de vorm van een investeringssubsidie die aan de ontwikkeling van het gemeentelijke huisvestingsbeleid moet besteed worden;
Overwegende dat deze overeenkomst voor een duur van één jaar voorgezien is, en dat deze nadien gewijzigd zou kunnen worden wat betreft het soort subsidie verleend aan de Gemeente;
Overwegende dat een ontwerp van overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische zaken;
Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2014;

BESLIST:

Enig artikel:

Het ontwerp van overeenkomst voor de terugbetaling aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 85% van de opbrengst van de boetes geïnd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot leegstaande woningen, goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0038# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**
Convention relative à des prestations de services de maintenance et d'entretien sur la péniche communale.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire, depuis décembre 2012, d'une péniche amarrée dans le port de Bruxelles;
Considérant que la péniche a été achetée notamment dans le cadre du projet « Molenbeek 2014 Métropole Culture » et que ce dernier touche à sa fin ;
Considérant dès lors que la péniche peut être mise en vente via la désignation d'un expert qui sera chargé de la procédure ;
Considérant qu'entre-temps, la péniche devra faire l'objet d'une surveillance et qu'il faudra en assurer la maintenance et l'entretien par une personne spécialisée ;
Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention relative à des prestations de services de maintenance et d'entretien sur la péniche communale entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et un batelier;
Considérant que cette convention prévoit une rémunération à verser au prestataire de service d'un montant de 300,00 EUR ;
Considérant que les crédits nécessaires à ce paiement sont disponibles à l'article 9220/124/48 du budget ordinaire de l'exercice 2014 ;
Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08.12.2014 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention relative à des prestations de services de maintenance et d'entretien sur la péniche communale entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et un batelier ;

Article 2 :

De prévoir une rémunération à verser au prestataire de service d'un montant de 300,00 EUR ;

Article 3 :

De réserver cette dépense sur l'art. 9220/124/48 du budget ordinaire de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Overeenkomst voor de levering van diensten in verband met de herstelling en het onderhoud op het gemeentelijke woonschip.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, sinds december 2012, eigenaar is van een woonschip vastgemeerd in de haven van Brussel ;
Overwegende dat het woonschip gekocht werd in het kader van het project "Molenbeek 2014 Métropole Culture" en dat dit laatste bijna is beëindigd;
Overwegende dat het woonschip dus verkocht kan worden door de aanstelling van een deskundige die met de procedure zal belast worden;
Overwegende dat het woonschip ondertussen bewaakt moet worden en dat er gezorgd moet worden voor de herstelling en het onderhoud door een gespecialiseerde persoon;
Overwegende dat er een overeenkomst voor de levering van diensten in verband met de herstelling en het onderhoud op het gemeentelijke woonschip moet worden gesloten tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en een schipper;
Overwegende dat deze overeenkomst een bezoldiging ten bedrage van 300,00 EUR voorziet die moet worden betaald aan de dienstverlener ;
Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9220/124/48 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;
Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 08.12.2014;

B E S L I S T

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor de levering van diensten in verband met de herstelling en het onderhoud op het gemeentelijke woonschip tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en een schipper goed te keuren;

Artikel 2 :

Een bezoldiging voor de dienstverlener ten bedrage van 300,00 EUR te voorzien;

Artikel 3:

Deze uitgave aan te rekenen op artikel 9220/124/48 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0039# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**
Vente des boxes de garage communaux sis boulevard Louis Mettewie, 67-83, en sous-sol du complexe du
Domaine Fleuri

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 26.03.2014 décidant d'arrêter la liste des biens immobiliers susceptibles d'être vendus par la Commune e.a. aux garages sis en sous-sol du Domaine Fleuri, bd Louis Mettewie, 67-83 ;

Considérant que la Commune est propriétaire, sur le site en question, de 147 boxes cadastrés en Division 4, section C, n°177^h et 180^f;

Vu le rapport d'expertise transmis par le Receveur de l'Enregistrement en date du 23.09.2014 et fixant la valeur vénale, par boxe de garage, à 15.000,00 EUR ;

Considérant que les boxes peuvent être mis en vente via une procédure de gré à gré avec publicité préalable ;

Considérant que les frais encourus par la publication seront couverts par les crédits inscrits à l'article 9220/123/20 du budget ordinaire de l'exercice 2015 ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège du Bourgmestre et Echevins en date du 08.12.2014 ;

D E C I D E :

Article 1 :

D'approuver le principe de la vente via une procédure de gré à gré, avec publicité préalable, des 147 boxes de garage situés en sous-sol du complexe d'appartements boulevard Louis Mettewie, 67-83, cadastré division 4, section C, n°177^h et 180^f ;

Article 2 :

De fixer le montant du prix de vente à 15.000,00 EUR ;

Article 3 :

De couvrir les frais encourus par la publication par les crédits inscrits à l'article 9220/123/20 du budget ordinaire de l'exercice 2015, sous réserve de l'approbation du budget par l'autorité de tutelle ;

Article 4 :

De charger le Service des Affaires Juridiques de gérer le dossier administratif de la vente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Verkoop van de gemeentelijke garageboxen gelegen Louis Mettewielaan, 67-83, in de ondergrondse van het complex Domaine Fleuri

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van Burgemeester en Schepenen d.d. 26.03.2014 houdende beslissing de lijst van eigendommen die kunnen worden verkocht door de gemeente te bepalen en o.a. de garageboxen gelegen Louis Mettwielaan, 67-83, in de ondergrondse van het complex Domaine Fleuri;

Overwegende dat de Gemeente daar eigenaar is van 147 boxen, gekadastraerd Afdeling 4, sectie C, nr 177^h en 180^f;
Gelet op het deskundigenverslag ingediend door de Ontvanger van de Registratie d.d. 23.09.2014 en die de marktwaarde, per garagebox, op 15.000,00 EUR bepaald;

Overwegende dat de boxen van hand tot hand met voorafgaande bekendmaking kunnen worden verkopen;
Overwegende dat de kosten voor de publicatie zullen gedekt worden door de kredieten ingeschreven op art. 9220/123/20 van de gewone begroting van dienstjaar 2015 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 08.12.2014;

B E S L U I T :

Artikel 1:

Het principe tot verkoop van hand tot hand met voorafgaande bekendmaking van 147 garageboxen, gelegen in de ondergrondse van het appartementen complex Louis Mettwielaan, 67-83, gekadastraerd afdeling 4, sectie C, nr 177^h en 180^f ;

Artikel 2:

Het bedrag van de verkoopprijs vast te leggen op 15.000,00 EUR ;

Artikel 3:

De kosten voor de publicatie dekken door de kredieten ingeschreven op art. 9220/123/20 van de gewone begroting van dienstjaar 2015 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid ;

Artikel 4:

De Dienst Juridische Zaken te belasten om het administratief dossier van de verkoop te beheren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0040# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**

Propriété communale sise rue Charles Malis, 61 - contrat de bail à courte durée entre les occupants et l'Administration communale.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 01.12.2014 décidant d'approuver le principe de la conclusion d'un contrat de bail pour une durée de 1 an, renouvelable à son échéance pour une durée de 1 ou 2 ans (mais ne pouvant pas excéder 3 ans au total) aux mêmes conditions et de la fixation du loyer mensuel à la somme de 430,00 EUR dans le cadre de l'occupation de la propriété communale sise rue Charles Malis, 61;

Considérant que les occupants de cette propriété (maison unifamiliale – 3 chambres), sise à l'entrée du stade Edmond Machtens, ne sont à l'heure actuelle titulaires d'aucun contrat de bail ou convention, et ne paie donc pas de loyer ;

Considérant que l'ancien exploitant du stade les considérait comme des concierges mais n'avait pas non plus conclu de contrat avec eux ;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette occupation tant pour y offrir un cadre sécurisant et structurant pour les locataires qu'un cadre légal en faveur de la Commune ;

Considérant que la conclusion d'une convention d'occupation précaire n'est pas envisageable ici puisque les locataires occupent le bien depuis plus de dix ans ;

Considérant que ce logement n'a pas été construit dans le cadre d'un programme de subvention et ne doit donc pas être considéré comme du logement à caractère social mais que, dans un souci d'uniformisation, la grille de loyers fixée dans le règlement locatif communal pourra être appliquée aux locataires ;

Vu le projet de bail locatif établi à cet effet par le service des Propriétés communales;

Vu les art. 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 08.12.2014 ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le projet de bail de courte durée entre la Commune et les occupants de la propriété communale sise rue Charles Malis, 61 (maison unifamiliale – 3 chambres) à l'entrée du stade Edmond Machtens prévoyant une occupation d'1 an prorogeable pour une période d'1 an ou de 2 ans.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentelijke eigendom gelegen in de Charles Malisstraat, 61 – korte-termijnhuurcontract tussen de bewoners en het Gemeentebestuur

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 01.12.2014 houdende beslissing van het principe van de sluiting van een huurcontract voor een duur van een jaar, hernieuwbaar op zijn vervaldatum voor een duur van een of twee jaar (maar niet meer dan drie jaar) onder dezelfde voorwaarden en van de vaststelling van de maandelijkse huurprijs ten bedrage van 430,00 EUR in het kader van de bewoning van de gemeentelijke eigendom gelegen in de Charles Malisstraat 61 goed te keuren ;

Overwegende dat de bewoners van deze eigendom (eengezinswoning – 3 kamers), gelegen aan de ingang van de Edmond Machtensstadion, voor het ogenblik niet in bezit zijn van een huurcontract of een overeenkomst en dus geen huur betalen ;

Overwegende dat de voormalige exploitant van het stadium hen als conciërges behandelde zonder een contract met hen te hebben gesloten;

Overwegende dat het nodig is dit gebruik te regulariseren zowel om een veilige en ondersteunende leefomgeving aan de bewoners te geven als om een juridisch kader ten voordele van de Gemeente te geven;

Overwegende dat de sluiting van een overeenkomst voor een preciaire terbeschikkingstelling niet mogelijk is omdat de bewoners het huis meer dan tien jaren bewonen;

Overwegende dat deze woning niet in het kader van een subsidiëringsprogramma werd gebouwd en dus geen sociale woning is maar dat, met het oog op uniformiteit van huurprijzen, het rooster met huurprijzen vastgelegd in het Gemeentelijk huurreglement kan toegepast worden voor de bewoners;

Gelet op het ontwerp van huurcontract hiervoor opgesteld door de Dienst Gemeentelijke Eigdommen;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 08.12.2014 ;

B E S L I S T :

Enig Artikel :

Het ontwerp van korte-termijnhuurcontract tussen de Gemeente en de bewoners van de gemeentelijk eigendom gelegen in de Charles Malisstraat 61 (eengezinswoning – 3 kamers), aan de ingang van de Edmond Machtensstadion, met het oog op een bewoning van een jaar, verlengbaar voor een duur van een of twee jaar, goed te keuren.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

proposer au Conseil communal d'approuver la convention finale en bonne et due forme entre la Fondation Roi Baudouin et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre d'un montant de subvention de 18.522,00 € pour le projet Court'Echelle de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale ;

DECIDE:

Article unique :

d'approuver la Convention finale en bonne et due forme entre la Fondation Roi Baudouin et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre d'un montant de subvention de 18.522,00 € pour le projet Court'Echelle de la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Overeenkomst Koning Boudewijnstichting: financiële ondersteuning ontmoetingsruimte Het Opstapje (halftijdse medewerker)

DE RAAD,

Gelet de beraadslaging van het college van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2014 waarin besloten werd om de finale overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek betreffende een subsidiebedrag van 18.522,00€ voor het project Het Opstapje van het Huis van culturen en sociale samenhang ter goedkeuring voor te leggen;

BESLUIT:

Enig artikel :

de finale overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek betreffende een subsidiebedrag van 18.522,00€ voor het project Het Opstapje van het Huis van culturen en sociale samenhang goed te keuren;

Deze beraadslaging zal overgemaakt worden aan de toezichthoudende overheid conform het artikel 7 van de ordonnantie van 14/05/1998 die het administratief toezicht op de gemeenten door het Brussels Hoofdstedelijk gewest organiseert.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0042# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**
Subsides 2014 - Asbl Porte Verte.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);
Considérant qu'un crédit de € 4.500,00 est inscrit à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2014 ;
Vu la demande d'aide financière introduite le 19 novembre 2014 par l'asbl Porte Verte – Snijboontje à l'occasion de ses 20 ans d'implantation à Molenbeek-Saint-Jean;
Considérant que la Crèche "Porte Verte" s'est ouverte le 15 septembre 1993 à Molenbeek-Saint-Jean et y organise depuis un accueil de 36 places;
Considérant que son implantation au Quartier des Etangs Noirs, quartier central et sensible de la Commune, met la Crèche "Porte Verte" au service prioritaire d'un public aux faibles ressources et en besoin le plus souvent d'un soutien

social et parental suivi;

Considérant que l'action de la Crèche "Porte Verte" s'inscrit dans le cadre d'un projet global de lutte contre l'Exclusion sociale;

Considérant que la Crèche "porte Verte" est confrontée aux contraintes fonctionnelles et financières qui frappent d'avantage le réseau associatif;

Considérant qu'il convient d'encourager l'action de la Crèche "porte Verte";

DECIDE :

Article 1

de liquider le subside suivant :

- | | |
|---------------------------------|------------|
| 1. La Porte Verte asbl | € 2.500,00 |
| 124 boulevard du Jubilé | |
| Compte IBAN BE60 00 106232 1970 | |

Article 2 :

De réserver un crédit de €2.500,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2014.

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances
- Caisse communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Subsidies 2014 - De Groene Poort – Snujboontje vzw.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984 en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brusselse Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84);

Overwegende dat een krediet van € 4.500,00 ingeschreven is onder artikel 7630/332/02, van de gewone begroting 2014;

Gezien de aanvraag in datum van 19 november 2014 waarbij de vzw de Groene Poort – Snijboontje een subsidie vraagt ter gelegenheid van haar 20 jarige vestiging in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de Crèche "Groene Poort" sedert 15 september 1993 geopend is in Sint-Jans-Molenbeek en dat ze het onthaal van 36 plaatsen verzekert;

Overwegende dat haar inplanting in de wijk Zwarte Vijvers, centrale en gevoelige wijk van de Gemeente, leidt tot een prioritaire dienstverlening aan een publiek met laag inkomen dat nood heeft aan sociale steun en ouderlijke opvolging;

Overwegende dat de actie van de Crèche "Groene Poort" kadert in een globaal project van strijd tegen Sociale Uitsluiting;

Overwegende dat de Crèche "Groene Poort" het hoofd moet bieden aan functionele en financiële beperkingen die de associatieve wereld treffen;

Overwegende dat de actie van de Crèche "Groene Poort" moet gesteund worden;

BESLUIT :

Artikel 1 :

om een subsidie toe te kennen aan

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| 1. de Groene Poort – Snujboontje vzw | € 2.500,00 |
| 124 Jubelfeest laan, | |
| Rekeningsnr BE60 00 106232 1970 | |

Artikel 2 :

een krediet van €2.500,00 op artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2014 te reserveren.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten :

Dienst Boekhouding,
Dienst Gemeentekas.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Octroi d'un subside au FC Jeunesse Molenbeek Académie.

LE CONSEIL :

Considérant que le club FC Jeunesse Molenbeek Académie a pour objectif la formation sportive des jeunes au football ;
Considérant que la formation sportive joue un rôle social important en contribuant à l'éducation, à l'épanouissement personnel et à la santé des jeunes ;
Considérant l'importance de la qualité de l'encadrement sportif et de la nécessité d'employer des entraîneurs et autres accompagnateurs formés et expérimentés ;
Considérant qu'un encadrement et un équipement matériel tant sportif que médical de qualité sont primordiaux et nécessitent des moyens financiers;
Considérant qu'il convient d'accorder un subside au FC Jeunesse Molenbeek Académie ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :
d'accorder un subside d'un montant de 5000,00 EUR au club FC Jeunesse Molenbeek Académie (544 834 647), sis rue du Jardinier, 82 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, afin de lui permettre de remplir les missions qu'il s'est fixé ainsi que de remplacer et compléter son matériel ;
Article 2 :
De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE04 7340 3909 3231 du club.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan FC Jeunesse Molenbeek Académie.

DE RAAD :

Overwegende dat voetbalclub FC Jeunesse Molenbeek Académie als doel heeft een sportopleiding in het voetbal voor jongeren te verzorgen ;
Overwegende dat sportopleiding een belangrijke sociale rol speelt door bij te dragen in de opvoeding, de persoonlijke ontwikkeling en de gezondheid van jongeren ;
Gezien het belang van de kwaliteit van de coaching en de noodzaak om goed opgeleide en ervaren trainers en andere ondersteunend personeel in dienst te nemen;
Overwegende dat een kwaliteitsvolle coaching en zowel sportieve als medische uitrusting primordiaal zijn en dat hiervoor financiële middelen nodig zijn;
Overwegende dat er een subsidie moet worden toegekend aan FC Jeunesse Molenbeek Académie ;
Gezien de beschikbare kredieten ingeschreven op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1 :
een subsidie voor een bedrag van 5000,00 EUR aan de club FC Jeunesse Molenbeek Académie (544 834 647), gelegen Hovenierstraat, 82 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek toe te kennen om ze toe te laten de taken die ze zich heeft gesteld te vervullen alsook haar materiaal te vervangen en aan te vullen;
Artikel 2 :
de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar, en het bedrag op bankrekeningnummer BE04 7340 3909 3231 van de club te storten ;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0044# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside à l'école d'athlétisme du DACM (Daring athletic Club de Molenbeek).

LE CONSEIL :

Vu la demande introduite par le DACM ;

Considérant que le DACM organise des activités dans le cadre de son Ecole d'Athlétisme et que le matériel vieillissant doit être remplacé ;

Considérant l'importance de soutenir la pratique sportive dès le plus jeune âge ;

Considérant le rôle social important de cette école d'Athlétisme qui permet à des jeunes d'origines ethniques ou sociales différentes de se rencontrer ;

Considérant qu'un encadrement de qualité est primordial, mais nécessite des moyens financiers ;

Considérant qu'il convient d'accorder un subside à l'Ecole d'Athlétisme du DACM ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 3.000 EUR à l'Ecole d'Athlétisme du DACM (n° 0451 541 136), sise Av. Mahatma Gandhi, 5 afin de lui permettre de remplacer et compléter son matériel, ainsi que de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE 54 0682 1581 2697 du DACM.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Toekening van een subsidie aan DACM (Daring Athletic Club van Molenbeek).

DE RAAD :

Gelet op het verzoek dat door de club DACM is ingediend ;

Overwegende dat de DACM activiteiten in het kader van zijn Atletiekschool organiseert en dat het verouderende materiaal vervangen moet worden ;

Gezien het belang om de sportpraktijk vanaf de jongste leeftijd te ondersteunen ;

Overwegende de belangrijke sociale rol van deze Atletiekschool die de mogelijkheid geeft aan jongeren van verschillende etnische of sociale afkomst mekaar te ontmoeten ;

Overwegende dat een kwalitatief kader primordiaal is, maar financiële middelen vereist ;

Overwegende dat het nodig is om een subsidie toe te kennen aan de Atletiekschool van DACM ;

Overwegende dat de beschikbare kredieten ingeschreven zijn op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1:

om een subsidie voor een bedrag van 3.000 EUR aan de Atletiekschool DACM (n° 0451 541 136) gelegen in Mahatma Gandhilaan 5 toe te kennen teneinde haar toe te laten om haar materiaal te vervangen en aan te vullen, alsmede om de taak te vervullen die zij zichzelf heeft gesteld ;

Artikel 2:

een uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar, en het bedrag op bankrekeningnummer IBAN BE 54 0682 1581 2697 van de DACM te storten ;

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0045# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**
Octroi d'un subside à « Brussels Soccer » (association de fait).

LE CONSEIL :

Considérant que « Brussels Soccer » souhaite offrir l'opportunité à des jeunes de s'investir dans un sport ;
Considérant que cette organisation a pour objectif de favoriser l'esprit d'équipe, la cohésion sociale et la performance sportive des jeunes ;
Considérant le montant élevé des frais engagés relatifs à la location de salle, l'achat d'équipements, aux assurances, à la compétition ;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :
d'accorder un subside d'un montant de € 500,00 à « Brussels Soccer », sise Avenue du Karreveld, 73/4 à 1080 Bruxelles ;
Article 2 : de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE71 0639 4696 5969 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan "Brussels Soccer" (feitelijke vereniging).

DE RAAD :

Overwegende dat "Brussels Soccer" jongeren de gelegenheid wil bieden om een sport te beoefenen ;
Overwegende dat deze organisatie als doelstelling heeft de teamgeest, de sociale cohesie en de sportprestaties van de jeugd te bevorderen ;
Gelet op het hoge bedrag van de aangegane kosten voor de huur van de zaal, de aanschaf van de sportuitrusting, de verzekeringen en het kampioenschap ;
Gelet op de beschikbare kredieten onder artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLISSING :

Artikel 1 :
aan "Brussels Soccer", gelegen te 1080 Brussel, Karreveldlaan 73/4, een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 500,00 EUR ;
Artikel 2 :
de uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar, en het bedrag op bankrekeningnummer BE71 0639 4696 5969 van de organisatie te storten.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0046# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**
Octroi d'un subside à l'asbl A.G.P.M.

LE CONSEIL,

Vu la demande introduite par l'asbl A.G.P.M.;
Considérant que cette association organise des activités sportives multiples à destination des enfants des écoles molenbeekoises ;
Considérant la diversité de l'offre sportive proposée ;
Considérant le vieillissement du matériel ;
Considérant que la formation sportive joue un rôle social important en contribuant à l'éducation et à la santé des jeunes ;
Considérant qu'il convient d'accorder un subside à l'A.G.P.M.;
Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 3.000 EUR à l'A.G.P.M. (n°0896 397 487)
afin de lui permettre de remplacer et compléter son matériel, ainsi que de remplir la mission qu'elle s'est fixée ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et verser le montant sur le compte bancaire IBAN BE58 0682 4097 2679 de l'A.G.P.M., sise rue Van Kalck, 93.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een toelage aan de A.G.P.M. vzw

DE RAAD,

Gelet op het verzoek dat door de vzw A.G.P.M. wordt ingediend ;

Overwegende dat deze vereniging verschillende sportactiviteiten voor de kinderen van de molenbeekse scholen organiseert ;
Overwegend de diversiteit van de voorgestelde sportaanbod ;
Overwegende de veroudering van het sportmateriaal ;
Overwegende de belangrijke sociale rol van de sportbegeleiding in de opvoeding en de gezondheid van jongeren ;
Overwegende dat het nodig is om een subsidie toe te kennen aan de vzw A.G.P.M. ;
Overwegende dat de beschikbare kredieten ingeschreven zijn op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar ;

BESLUIT :

Artikel 1:

om een subsidie van een bedrag van € 3.000 aan de vzw A.G.P.M. (n°0896 397 487)
toe te kennen teneinde hem toe te laten om zijn materiaal te vervangen en aan te vullen, alsmede om de taak te vullen die zij zich heeft bepaald ;

Artikel 2:

Een uitgave te reserveren op artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopend dienstjaar, en het bedrag op bankrekeningnummer IBAN BE58 0682 4097 2679 van de A.G.P.M. te storten ;

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0047# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**
Octroi d'un subside à l'a.s.b.l. Le Trait d'Union.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 ;
Vu le courriel de l'association « Le Trait d'Union » située rue d'Ostende, 72 à 108 Molenbeek-Saint-Jean, concernant une demande de subside pour le fonctionnement du service social qu'elle organise quotidiennement ;
Considérant que cette association est active dans différents domaines d'activité, à savoir : recherche d'emploi et de formation, médiation scolaire, aide et accompagnement des demandeurs d'emploi, travail social administratif, création de plusieurs ateliers citoyens sur des thématiques récurrentes et organisation d'autres activités pour la population molenbeekoise ;
Considérant l'aide et l'accompagnement qu'elle apporte aux demandeurs d'emploi ;
Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire de l'association «Le Trait d'Union» ;
Considérant les crédits disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours.

DECIDE,

Article 1 :

D'octroyer un subside d'un montant de € 2000,00 à l'association « Le Trait d'Union » située rue d'Ostende, 72 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, titulaire du compte bancaire
IBAN BE84 0682 4661 6059, dont le numéro d'entreprise est le 877.761.611;

Article 2 :

De réserver la somme de € 2000,00 à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Le Trait d'Union.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies, vastgesteld door de Gemeenteraad in zitting van 19 april 1984 ;
Gelet op het schrijven van de v.z.w.« Le Trait d'Union », gevestigd in de Oostendestraat 72, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, betreffende een aanvraag om een subsidie voor de werking van de sociale dienst die ze dagelijks organiseert ;
Overwegende dat deze vereniging actief is in verschillende activiteitsdomeinen, namelijk : werk zoeken en opleiding, bemiddeling op school, hulp en begeleiding van werkzoekenden, administratief en sociaal werk, oprichting van een aantal ateliers voor burgers rond terugkerende thematieken en organisatie van andere activiteiten voor de Molenbeekse bevolking ;
Gelet op de hulp en begeleiding die ze aan werkzoekenden biedt ;
Overwegende dat deze subsidie zal worden betaald op de bankrekening van de vereniging «Le Trait d'Union» ;
Gelet op de kredieten die ingeschreven zijn onder artikel 8510/332/02 van de begroting van het lopend dienstjaar.

BESLUIT,

Artikel 1 :

aan de v.z.w. "Le traint d'union", gelegen in de Oostendestraat 72, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, houder van de bankrekening BE84 682 4661 6059, en met ondernemingsnummer 0877.761.611 een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 2000,00 EUR ;

Artikel 2 :

Het bedrag van 2000,00 EUR te reserveren onder begrotingsartikel 8510/332/02 van het lopend dienstjaar;

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0048# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl Pakita's House pour son projet "voyage d'échanges et d'expériences ».

LE CONSEIL,

Vu le courrier de demande de subside du 02/07/2014 de l'asbl Pakita's House, sise 533 Chaussée d'Alseberg à 1180 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE80 1430 9051 8077, ayant comme numéro d'entreprise 0894.420.172, pour l'organisation du voyage d'échanges et d'expériences à Kinshasa en décembre 2014;
Vu que ce projet s'adresse aux jeunes qui ont rompu les liens familiaux, qui sont en décrochage scolaire, et qui ne manifestent aucun intérêt quant à une insertion socio-professionnelle (dossier en annexe);
Considérant que l'objectif du projet est d'amener les jeunes participants à renouer avec leur famille, leur école et à se rapprocher du monde du travail;
Considérant que 10 jeunes âgés de 14 à 25 ans, dont au moins 3 jeunes de Molenbeek, participent à ce voyage;
Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 500,00 EUR à l'asbl Pakita's House, sise 533 Chaussée d'Alseberg à 1180 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE80 1430 9051 8077, ayant comme numéro d'entreprise 0894.420.172, pour l'organisation du voyage d'échanges et d'expériences à Kinshasa en décembre 2014;

Article 2 :

de réserver la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan de vzw "Pakita's House" voor haar project « uitwisselings- en ervaringsreis ».

DE RAAD,

Gezien de brief met de subsidieaanvraag van 02/07/2014 van de vzw "Pakita's House", gelegen in de Alsebergsesteenweg 533 te 1180 Brussel, houder van bankrekening BE , die als ondernemingsnummer heeft 0894.420.172, voor de organisatie van de uitwisselings- en ervaringsreis naar Kinshasa in december 2014;
Gezien dit project zich richt tot jongeren die de familiebanden hebben verbroken, die gestopt zijn met de school, en die geen enkele belangstelling tonen voor een sociaal-professionele inschakeling (dossier in bijlage);
Overwegende dat de doelstelling van het project is om de jonge deelnemers ertoe te brengen de banden opnieuw aan te knopen met hun familie, hun school en terug aansluiting te vinden met de wereldwereld ;
Overwegende dat 10 jongeren van 14 tot 25 jaar, waarvan ten minste 3 jongeren uit Molenbeek, deelnemen aan deze reis;
Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR zou kunnen worden toegekend;
Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn onder begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014.
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 500,00 EUR de de vzw "Pakita's House", gelegen in de Alsebergsesteenweg 533 te 1180 Brussel, houder van bankrekening BE , die als ondernemingsnummer heeft 0894.420.172, voor de organisatie van de uitwisselings- en ervaringsreis naar Kinshasa in december 2014;

Artikel 2 :

Het bedrag van 500,00 EUR op begrotingsartikel 7610/332/02 van dienstjaar 2014 te reserveren.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voorgedijverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14

mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0049# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**
Octroi d'un subside à l'asbl Solidarité Savoir.

Le Conseil

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides communaux arrêté par le Conseil communal, en séance du 19 avril 1984 ;
Vu la demande de subside introduite par l'association Solidarité Savoir pour le projet de soutien à l'entrepreneuriat féminin sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce projet vise à accompagner durant une année un groupe de 3 à 5 femmes souhaitant développer un projet en économie 'classique' ou sociale sur la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que pour mener à bien ce projet, l'association Solidarité Savoir proposera aux participantes les services suivants :

- un accompagnement gratuit, individuel, personnalisé et/ou une réorientation,
- l'organisation d'ateliers, de formations et de rencontres collectives,
- la mise en relation avec des volontaires possédant une expertise dans l'entrepreneuriat ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article budgétaire 8510/332/02 de l'exercice en cours ;

Considérant que ce subside sera liquidé sur le compte bancaire de l'Association « Solidarité Savoir » ;

Décide,

Article 1 :

D'octroyer un subside d'un montant de € 1000,00 à l'association « Solidarité Savoir » sise Boulevard Léopold II, 100 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, titulaire du compte bancaire BE92 5230 8036 9023, dont le numéro d'entreprise est le 459.271.640, pour le projet Entreprendre au féminin;

Article 2 :

De réserver la somme de € 1000,00 à l'article budgétaire 8510/332/02 du service Emploi de l'exercice en cours.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de v.z.w. Solidarité Savoir.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van gemeentelijke subsidies, vastgesteld door de Gemeenteraad in zitting van 19 april 1984 ;

Gelet op het verzoek om een subsidie, ingediend door de vereniging Solidarité Savoir, voor de fase 2013/2014 van haar project ter ondersteuning

van het vrouwelijk ondernemerschap in de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat dit project gericht is op het begeleiden van vrouwen die zich ten doel stellen in het Brussels gewest een activiteit tot stand te

bringen waarbij werkgelegenheid op sociaal of commercieel vlak wordt gecreëerd ;

Overwegende dat de vereniging « Solidarité Savoir », teneinde dit project tot een goed einde te brengen, de volgende diensten voorstelt aan de

deelnemers :

- gratis, individuele, gepersonaliseerde begeleiding, en/of heroriëntering,
- organisatie van ateliers, opleidingen en collectieve ontmoetingen,
- het met elkaar in contact brengen van vrijwilligers, die deskundig zijn op het gebied van ondernemerschap ;

Overwegende dat de kredieten ingeschreven zijn onder artikel 8510/332/02 van de begroting van het lopend dienstjaar;

Overwegende dat deze subsidie zal worden betaald op de bankrekening van de Vereniging « Solidarité Savoir » ;

BESLUIT,

Artikel :

voor het project ter ondersteuning van het vrouwelijk ondernemerschap aan de v.z.w. "Solidarité Savoir" gelegen in de Leopold II-laan 100, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, houder van de bankrekening BE92 5230 8036 9023, en met

ondernemingsnummer 459.271.640 een subsidie toe te kennen voor een bedrag van 1000,00 EUR ;

Artikel 2 :

Het bedrag van 1000,00 EUR te reserveren onder begrotingsartikel 8510/332/02 van het lopend dienstjaar;

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0050# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

Octroi d'un subside exceptionnel à l'asbl Ras El Hanout pour l'encadrement artistique du projet d'expression théâtrale mené par un groupe de jeunes molenbeekois.

LE CONSEIL,

Vu le courriel de demande de subside du 26/11/2014 de l'asbl Ras El Hanout, sise 565 Rue Van Soust à 1080 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE95 9797 8588 9658, ayant comme numéro d'entreprise 0823.548.608, pour l'encadrement artistique du projet d'expression théâtrale menée par des jeunes molenbeekois ;
Considérant que ce projet émane d'un groupe de quatorze jeunes âgés de 15 à 20 ans désireux de s'exprimer autour du thème de la jeunesse à travers la démarche théâtrale;
Considérant que l'objectif du projet est la mise en place d'une saynète qui sera présentée dans le cadre du Festival Jeunesse en mars 2015 à la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale ;
Considérant que l'asbl Ras El Hanout encadrera le travail d'expression artistique, que le Pôle Jeunesse veillera à la cohésion du groupe et au bon déroulement pratique du projet ;
Considérant qu'un subside de 2.000,00 EUR pourrait être octroyé à l'asbl Ras El Hanout pour l'encadrement artistique du projet (voir annexe);
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver l'octroi d'un subside de 2.000,00 EUR à de l'asbl Ras El Hanout, sise 565 Rue Van Soust à 1080 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE95 9797 8588 9658, ayant comme numéro d'entreprise 0823.548.608, pour l'accompagnement du projet d'expression théâtrale menée par des jeunes molenbeekois ;

Article 2 :

de réserver la somme de 2.000,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Toekenning van een buitengewone subsidie aan de vzw "Ras El Hanout" voor artistieke leiding van theatrale expressie project geleid door een groep jongeren van Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien de mail met de subsidieaanvraag van 26/11/2014 van de vzw "Ras El Hanout", gelegen in de Van Soustraat 565 te 1080 Molenbeek, houder van bankrekening BE95 9797 8588 9658, die als ondernemingsnummer heeft 0823.548.608, voor artistieke leiding van theatrale expressie project geleid door een groep jongeren van Molenbeek; Overwegende dat het feit dat dit project is afkomstig is van een groep van veertien jongeren van 15 tot 20 jaar die wensen zich uit te drukken door middel van een theatrale benadering;
Overwegende dat de doelstelling van het project de voorstelling van een stuk is in het kader van de Youth Festival in maart 2015 in het Huis van Culturen en Sociale Samenhang;
Overwegende dat de vereniging Ras El Hanout toezicht op het werk van artistieke expressie zal houden en dat de "Pôle Jeunesse" voor de groepscohesie en goede praktijken om de goede voortgang van het project zal zorgen;
Overwegende dat een subsidie van € 2.000,00 aan de Ras El Hanout vereniging voor artistieke begeleiding van het project kan worden toegekend (zie bijlage);
Overwegende dat de benodigde kredieten ingeschreven zijn onder begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2014 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

de toekenning goed te keuren van een subsidie van 2.000,00 EUR de vzw "Ras El Hanout", gelegen in de Van Soustraat 565 te 1080 Molenbeek, houder van bankrekening BE95 9797 8588, die als ondernemingsnummer heeft 0823.548.608, voor artistieke leiding van theatrale expressie project geleid door molenbeek jongeren.

Artikel 2 :

Het bedrag van 2.000,00 EUR op begrotingsartikel 7610/332/02 van dienstjaar 2014 te reserveren.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voogdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0051# **Logement Et Gestion Immobilière - Huisvesting En Beheer Gebouwen**

Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement

LE COLLEGE,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2014 un montant de 20.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu les demandes de subsides introduites auprès de la Commune par :

- *L'asbl Maison de Quartier Bonnevie*

Objet : la pérennisation du Centre de Prêt de Bonnevie

Le Centre de Prêt a été créé en 2002 dans le cadre d'un contrat de quartier afin d'améliorer la qualité du logement dans le quartier où Bonnevie est active. Il s'agit d'aider les habitants, qu'ils soient propriétaires ou locataires, désireux d'effectuer eux-mêmes des travaux dans leur propre logement en leur prêtant du matériel à un tarif social.

Le subsides permettrait principalement à l'association de remplacer du matériel vieillissant ou d'acheter de nouvelles machines.

Subsides demandé : entre 4.800,00 et 9.000,00 EUR

Analyse de la demande : Il s'agit d'un projet existant qui fonctionne bien (47 utilisateurs en 2012-2013). Une évaluation du fonctionnement du centre de prêt a été effectuée en 2013 par Bonnevie, validant la pérennisation du projet sous réserve de certaines adaptations, telles que des horaires d'ouverture élargis ou le renouvellement de l'outillage vieillissant. Il est intéressant de participer à la pérennisation de Centre de Prêt en permettant à l'association de renouveler le matériel et d'élargir son offre. Il s'agit bien ici de tendre vers l'amélioration du bâti molenbeekois existant ;

- *L'asbl Community Land Trust Bruxelles (CLTB)*

Objet : mise à disposition de moyens financiers permettant à l'asbl de concrétiser ses projets sur Molenbeek-Saint-Jean
Le subsides permettra au CLTB de réaliser des études de faisabilité au niveau architectural, juridique, organisationnel et financier pour le développement de nouveaux projets (ex. Contrat Logement) ; d'organiser des activités qui tissent des liens entre les futurs propriétaires des CLTB (Mariemont et Vandenpeereboom) et leurs voisins ; d'organiser des activités sur la commune visant la compréhension du modèle CLTB

Subsides demandé : 7.000,00 EUR

Analyse de la demande : Dans le cadre de cette demande, il ne s'agira pas de soutenir un projet permettant l'amélioration du bâti existant mais bien de favoriser le développement de logements CLT sur le territoire communal, dont la Commune estime que le caractère innovant, les dynamiques participatives tant pour les futurs habitants que pour le quartier et l'accès à la propriété pour des familles molenbeekaises qui n'y parviendraient pas de façon plus traditionnelle, sont autant de plus-values à soutenir ;

- *L'asbl La Rue*

Objet : mener une action en matière de logement sur le périmètre du CQ « Petite Senne » au moyen d'une incitation à l'entretien, à la rénovation du bâti et à l'amélioration du cadre de vie et d'un accompagnement individualisé des publics fragilisés dans l'amélioration de leur logement

Subsides demandé : 20.000,00 EUR

Analyse de la demande : Il s'agit d'un projet qui a déjà été proposé dans le cadre du CQ et qui n'a pas été retenu. La demande devrait être complétée et précisée.

Le subside n'est pas accordé. L'association sera encouragée à introduire une demande reformulée en 2015 afin qu'elle soit à nouveau analysée ;

- *L'asbl Habitat et Participation*

Objet : accompagnement de la démarche participative du projet de création d'un habitat solidaire pour personnes âgées à Molenbeek-Saint-Jean

Il s'agit de promouvoir la participation citoyenne dans l'aménagement du cadre de vie via l'implication de différents acteurs dans les différentes étapes du projet. L'asbl propose d'établir un plan de mobilisation prévoyant diverses étapes : la constitution d'un groupe de travail, l'analyse des besoins, l'organisation de visites et de rencontres avec des projets similaires, la présentation du projet au voisinage, ...

Subside demandé : 3.475,00 EUR

Analyse de la demande : il s'agit ici de soutenir financièrement l'association qui va accompagner le projet d'habitat solidaire sénior initié par la Commune avec le soutien du CPAS. Il s'agit à nouveau d'encourager une forme d'habitat innovant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2014 ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08.12.2014 ;

D E C I D E :

Article 1:

D'allouer une somme de 9.000,00 EUR à l'asbl Maison de Quartier Bonnevie dans le cadre du renouvellement du matériel de son Centre de Prêt et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE34 0010 5585 4090 de l'association ;

Article 2:

D'allouer une somme de 7.000,00 EUR à l'asbl Community Land Trust Bruxelles afin de favoriser la concrétisation des projets d'habitat innovant sur Molenbeek-Saint-Jean et l'accès à la propriété et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE83 5230 8043 6115 de l'association ;

Article 3:

D'allouer une somme de 3.475,00 EUR à l'asbl Habitat et Participation afin de la soutenir financièrement dans son accompagnement de la démarche participative du projet d'habitat solidaire senior sénior initié par la Commune avec le soutien du CPAS et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE21 3100 6632 0303 de l'association.

Article 4:

D'engager la dépense totale de 19.475,00 EUR à l'art. 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen die actief zijn op het gebied van huisvesting in Sint-Jans-Molenbeek

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 20.000,00 EUR op de gewone begroting van dienstjaar 2014 heeft gereserveerd om verenigingen die op haar grondgebied actief zijn op het vlak van huisvesting te steunen ;

Gezien de subsidieaanvragen die bij de Gemeente ingediend zijn door:

- De vzw Buurthuis Bonnevie

Betreft: duurzame voortzetting van de uitleendienst van Bonnevie

De Uitleendienst werd in 2002 opgestart in het kader van een wijkcontract om de huisvestingskwaliteit in de buurt waar de vereniging actief is te verbeteren. Dit is om de inwoners, eigenaars of huurders, te helpen om zelf werken uit te voeren aan hun woning bij het lenen van materiaal aan sociale tarieven.

Door de subsidie zou de vereniging voornamelijk verouderd materiaal kunnen vervangen of nieuwe werktuigen kunnen kopen.

Gevraagde subsidie: tussen 4.800,00 en 9.000,00 EUR

Analyse van de vraag: het gaat over een bestaand project dat goed werkt (47 gebruikers in 2012 en 2013). Een evaluatie van de werking van de uitleendienst is door Bonnevie in 2013 uitgevoerd. Deze valideert de duurzaamheid van het project onder voorbehoud van enkele aanpassingen, zoals de uitbreiding van de openingstijden of de vernieuwing van verouderd materiaal. Het is interessant om aan de duurzaamheid van de uitleendienst van Bonnevie

deel te nemen en aan de vereniging de kans geven om verouderd materiaal te vervangen en zijn offerte uit te breiden. Het gaat hier om de verbetering van de bestaande Molenbeekse gebouwen;

- De vzw Community Land Trust Brussels (CLTB)

Betreft : terbeschikkingstelling van financiële middelen om het de vzw mogelijk te maken haar projecten in Molenbeek concrete te maken.

De subsidie maakt het de CLTB mogelijk haalbaarheidsstudies uit te voeren op architecturaal, juridisch, organisatorisch en financieel niveau uit te voeren voor de ontwikkeling van nieuwe projecten (vb.

Huisvestingscontract); om activiteiten te organiseren die banden smeden tussen de toekomstige eigenaars van de CLTB (Mariemont et Vandenpeereboom) en hun burens ; om activiteiten te organiseren over de gemeente die gericht zijn op het beter begrijpen van het CLTB-model

Gevraagde subsidie : 7.000,00 EUR

Analyse van de vraag : in het kader van deze vraag gaat het niet om het ondersteunen van een project dat de verbetering van bestaande gebouwen mogelijk maakt maar wel om het bevorderen van de ontwikkeling van CLT-woningen op het grondgebied van de gemeente, waarvan de Gemeente meent dat het innoverende karakter, de participatieve dynamiek zowel voor de toekomstige bewoners als voor de wijk en de toegang tot eigendom voor Molenbeekse families die er op de meer traditionele manier niet toe komen, zoveel meerwaarden zijn om te ondersteunen ;

- De vzw La Rue

Betreft : actie voeren op het vlak van huisvesting in de perimeter van Wijkcontract « Zinneke » door middel van het aansporen tot het herstel, de renovatie van gebouwen en de verbetering van het leefkader en een geïndividualiseerde begeleiding van kwetsbaar publiek bij de verbetering van hun woning

Gevraagde subsidie : 20.000,00 EUR

Analyse van de vraag : Het gaat om een project dat reeds werd voorgesteld in het kader van het Wijkcontract en dat niet weerhouden werd. De aanvraag dient te worden aangevuld en verduidelijkt. De subsidie is niet toegekend. De vereniging zal worden aangemoedigd om een nieuwe aanvraag te herformuleren in 2015 zodat het opnieuw geanalyseerd werd ;

- De vzw Habitat et Participation

Betreft : begeleiding van de participatieve aanpak van het project voor de inrichting van een solidaire woning voor bejaarde personen in Sint-Jans-Molenbeek.

Het gaat om het bevorderen van de burgerparticipatie bij de inrichting van het leefkader via de implicatie van verschillende spelers in de verschillende fasen van het project. De vzw stelt voor om een mobilisatieplan vast te leggen dat de verschillende fasen voorziet: de samenstelling van een werkgroep, de analyse van de behoeften, de organisatie van bezoeken en ontmoetingen met gelijkaardige projecten, de voorstelling van het project bij de burens,

Gevraagde subsidie : 3.475,00 EUR

Analyse van de vraag : het gaat hier om het financieel ondersteunen van de vereniging die het project van het solidair wonen van bejaarden, dat door de Gemeente is opgestart met steun van het OCMW, gaat begeleiden. Het gaat opnieuw om het aanmoedigen van een vorm van innoverend wonen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van dienstjaar 2014;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 08.12.2014 ;

B E S L I S T :

Artikel 1:

Een bedrag van 9.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Buurthuis Bonnevie in het kader van de vernieuwing van de materiaal van zijn uitleendienst en dit bedrag te storten op bankrekeningnummer BE34 0010 5585 4090 van de vereniging;

Artikel 2 :

Een bedrag van 7.000,00 EUR toe te kennen aan de vzw Community Land Trust Brussel om de realisatie van innovatieve woningbouwprojecten in Molenbeek-Saint-Jean en de toegang tot de aanschaf van een woning te bevorderen, en dit bedrag te storten op bankrekeningnummer BE83 5230 8043 6115 van de vereniging;

Artikel 3:

Een bedrag van 3.475,00 EUR toe te kennen aan de vzw Habitat et Participation om de vzw financieel te ondersteunen voor de begeleiding van de participatieve aanpak in het kader van het senior ondersteunende woonproject, geïnitieerd door de Gemeente met de steun van de OCMW, en dit bedrag te storten op bankrekeningnummer BE83 5230 8043 6115 van de vereniging;

Artikel 4:

De globale uitgave ad. 19.475,00 EUR te reserveren op artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van dienstjaar 2014;

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Personnel communal - Grades légaux de Secrétaire et Receveur communal - Mandat - Ajout.

LE CONSEIL

Vu la délibération du conseil communal du 17.12.2013 par laquelle il décide de fixer les conditions d'accès aux postes de secrétaire et receveur communal par mandat ;
Considérant que des agents nommés dans l'administration communal sont en droit de postuler ;
Considérant qu'il s'agit d'un mandat à durée limitée ;
Considérant qu'il est dès lors nécessaire de prévoir des dispositions réglant la fin éventuelle d'une désignation par mandat du personnel statutaire de l'administration ;

Sur proposition du collège échevinal du 24.11.2014

Vu le protocole d'accord °398 du comité de négociation du 05122014;

DECIDE :

Article unique

De compléter comme suit les dispositions relatives à l'accès, par mandat, aux grades légaux de secrétaire et receveur communal :
'Lorsque qu'un agent statutaire auprès de la commune de Molenbeek-Saint est désigné, soit par recrutement, soit par promotion à la fonction de Secrétaire ou Receveur communal par mandat, il réintègre, à la fin de son mandat, la fonction et le grade qu'il occupait préalablement à sa désignation, nonobstant la raison pour laquelle son mandat prend fin'.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Gemeentepersoneel - Wettelijke graden van Secretaris en Gemeenteontvanger - Mandaat - Toevoeging.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 17.12.2013, waarbij besloten werd de toelatingsvoorwaarden voor de functie van secretaris en Gemeenteontvanger per mandaat vast te stellen
overwegende dat de benoemde agenten van het gemeentebestuur het recht hebben om te postuleren
overwegende dat het om een mandaat van beperkte duur gaat
overwegende dat het dus nodig is de schikkingen die het eventuele einde van een aanstelling per mandaat van statutair personeel van het gemeentebestuur, te voorzien;
Op voorstel van het schepencollege van 24112014;
Gelet op het protokoolakkoord nr 398 van het onderhandelingscomité van 05122014 ;

BESLUIT :

Enig artikel

De schikkingen betreffende de toegang, per mandaat, tot de wettelijke graden van secretaris en gemeenteontvanger als volgt aan te vullen : 'indien een statutair agent bij het gemeentebestuur van Sint Jans Molenbeek aangeduid wordt, hetzij per aanwerving, hetzij per bevordering tot de functie van Secretaris of Gemeenteontvanger per mandaat, herintegreert hij, op het einde van zijn mandaat, de functie en de graad die hij voor zijn aanstelling bekleedde, ongeacht de reden waarom zijn mandaat een einde neemt'.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0053# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Statut administratif et pécuniaire - Conditions particulières de promotion - Modification.

LE CONSEIL,

Considérant que le statut administratif et pécuniaire prévoit que ceux-ci ne sont d'application qu'aux agents administratifs, techniques et aux ouvriers, nommés à titre définitif ou admis en stage ;
Considérant, dès lors, que les dispositions de l'article 28 du statut administratif visent uniquement les années effectuées en tant qu'agent définitif ou stagiaire ;
Vu les conditions particulières de promotion ;
Considérant que les agents contractuels sont, dès leur entrée en service, soumis aux mêmes réglementations que le personnel statutaire;
Considérant qu'ils bénéficient des mêmes avantages pécuniaires que le personnel statutaire;
Considérant que les tâches exécutées par le personnel contractuel sont identiques à celles exécutées par le personnel définitif du même niveau ;
Considérant qu'un agent contractuel devrait, après nomination définitive, avoir les mêmes possibilités d'évolution dans sa carrière que celles d'un agent statutaire ;
Considérant, dès lors, que les années prestées comme agent contractuel au sein de l'administration communale devraient être également prise en compte dans les conditions de promotion ;
Considérant que, d'un point de vue administratif et pécuniaire, ces changements mettraient tous les agents sur un même pied d'égalité et mettrait fin également à toute espèce de discrimination ;

Sur proposition du collège échevinal;

Vu le protocole d'accord n° 395;

DECIDE :

Article unique

De compléter les dispositions de l'article 28 et les conditions particulières de promotion en spécifiant que l'ancienneté en tant qu'agent contractuel sera également prise en compte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Administratief en geldelijk statuut - Bijzondere bevorderingsvoorwaarden - Wijziging.

DE RAAD,

Overwegende dat het administratief en geldelijk statuut voorziet dat dit enkel van toepassing is op het vast benoemd, en op het in stage toegelaten administratief-, technisch- en werkliedenpersoneel;

Overwegende, dat vandaar, de bepalingen van artikel 28 en 41 van het administratief statuut enkel de jaren uitgeoefend als vastbenoemd of stagiair personeel beogen;

Gezien de bijzonder bevorderingsvoorwaarden;

Overwegende dat de contractuele agenten, vanaf hun aanwerving onderworpen zijn aan dezelfde reglementeringen als het vastbenoemd personeel;

Overwegende dat zij genieten van dezelfde geldelijke voordelen als het vastbenoemd personeel;

Overwegende dat de door hen uitgevoerde taken identiek zijn aan deze van het vastbenoemd personeel van hetzelfde niveau;

Overwegende dat een contractueel agent, na zijn definitieve benoeming, tijdens zijn carrière zou moeten kunnen genieten van dezelfde evolutiemogelijkheden als een vastbenoemd agent;

Overwegende dat, vandaar, de jaren gepresteerd als contractueel agent binnen het gemeentebestuur zouden moeten meetellen in de bevorderingsvoorwaarden;

Overwegende dat, deze wijziging alle agenten op een gelijke voet zou behandelen en een einde zou maken aan elk vorm van discriminatie op administratief en geldelijk gebied;

Op voorstel van het schepencollege;

Gzien het overlegakkoord nr 395;

BESLUIT :

Enig artikel

De bepalingen van artikel 28 en 41 en de bijzondere bevorderingsvoorwaarden aan te passen voor elke bevordering vanaf 1 januari 2015 met de bepaling de ancienniteit als contractueel agent in aanmerking te nemen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0054# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Règlement de travail - Horaires du personnel d'entretien - Pause de midi.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 26.01.2006, par laquelle il a décidé d'arrêter le règlement de travail du personnel de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean

Vu sa délibération du 25.06.2014 par laquelle il décide de modifier le règlement de travail du personnel de l'administration

communale de Molenbeek-Saint-Jean, et de fixer les horaires de travail du personnel de nettoyage de l'administration centrale, et à temps partiel :

Considérant qu'il y a lieu de fixer l'horaire de travail du personnel ouvrier d'entretien à temps plein rattaché à la Maison communale, afin

d'assurer le bon fonctionnement des équipes d'entretien des locaux de l'administration centrale et des bâtiments communaux ;

Considérant qu'il existe des pauses de midi différentes pour le personnel d'entretien rattaché à la maison communale;

sur proposition du Collège échevinal du 02092014;

vu le protocole d'accord n°393 du comité de négociation du 05122014;

DECIDE :

Article unique

De fixer l'horaire de travail du personnel ouvrier d'entretien à temps plein rattaché à la Maison communale, de 9h à 17h (1/2h pause).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Arbeidsreglement - Uurroosters van het onderhoudspersoneel - Middagpauze.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 26012006 waarbij het arbeidsreglement van het personeel van het gemeentebestuur van Sint Jans Molenbeek vastgesteld werd

Gelet op de beraadslaging van 25062014 waarbij het arbeidsreglement van het gemeentepersoneel gewijzigd werd en de uurroosters van het onderhoudspersoneel van het centraal bestuur en deeltijds, vastgesteld werden overwegende dat het nodig is het uurrooster van het voltijds onderhoudspersoneel verbonden aan het Gemeentebestuur vast te stellen, teneinde de goede werking van de onderhoudsploegen van de lokalen van het centraal bestuur en de

gemeentegebouwen te verzekeren
overwegende dat er momenteel verschillende middagpauzes bestaan voor het onderhoudspersoneel verbonden aan het gemeentehuis

Op voorstel van het Schepencollege van 02092014;

Gelet op het protokoolakkoord nr 393 van het onderhandelingscomité van 05122014;

BESLUIT :

Enig artikel

Het uurrooster van het onderhoudspersoneel verbonden aan het gemeentehuis vast te stellen tussen 9u en 17u (1/2u pauze).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0055# **Gestionnaire RH - Manager HR**

Règlement de travail – Modification annexe 8 – Formation et fonctionnement cellule de formation.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal 14.12.2013 par laquelle il décide de créer la fonction de gestionnaire des ressources humaines (niveau A7) au sein de l'administration communale ;
Vu l'ordonnance du 27.02.2014 modifiant la nouvelle loi communale ;
Considérant qu'il y a lieu de revoir les dispositions de l'annexe 8 du règlement de travail ;

Sur proposition du collège échevinal;

Vu le protocole d'accord n° 396;

DECIDE :

Article unique

De modifier l'annexe 8 du règlement de travail relative à la formation et le fonctionnement de la cellule de formation comme suit :

Règlement concernant la formation et le fonctionnement de la cellule de formation

Article 1

Dans le cadre de la Charte Sociale, le Collège des Bourgmestre et Echevins institue une cellule de formation.

COMPOSITION

Article 2

La cellule de formation est composée comme suit

- Du Secrétaire communal, qui préside la cellule de formation,
- Du Secrétaire adjoint,
- Du Receveur communal,
- Du Directeur des Ressources Humaines,
- D'un fonctionnaire niveau A du cadre administratif, technique ou ouvrier,

La Cellule de formation s'adjoit un(e) secrétaire.

Article 3

Les membres de la cellule sont désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.
Des suppléants pourront être désignés. Ces suppléants seront des fonctionnaires de niveau A.

MISSION

Article 4

La cellule de formation pourra s'adjoindre des spécialistes ou techniciens chaque fois qu'elle le jugera nécessaire

PLAN DE FORMATION

Article 5

La cellule de formation établit un projet du plan de formation pour toute fonction du cadre du personnel auquel répond un certain profil. Ce projet de plan est soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins qui l'arrête, avant de le présenter aux organisations syndicales.

Article 6

Le plan de formation comprendra

1. Les objectifs généraux de la formation dans la commune.
2. Les priorités fixées pour les années à venir.
3. Le contenu des actions prévues.
4. Les organismes (internes et externes) prestataires de ces actions.
5. La pédagogie retenue pour ces actions.
6. La durée des actions.
7. Le calendrier d'exécution des actions.
8. Le budget global de la formation et les budgets spécifiques prévus pour chaque action.
9. Les catégories de bénéficiaires.
10. Les modalités d'évaluation des actions tant sur le plan pédagogique que budgétaire.

PLAN DE FORMATION CONTINUEE

Article 7

Le Collège des Bourgmestre et Echevins arrêtera les calendriers de formation continuée, les sujets à traiter ainsi que les noms des responsables des départements ou techniciens ou experts externes chargés de cette formation, sur proposition de la cellule de formation. Les membres de la cellule de formation sont également concernés par le présent article.

Article 8

La formation continuée visera à développer les compétences managériales pour le personnel d'encadrement et les compétences relationnelles (rapports entre collègues et rapports entre administration et citoyen, meilleure communication, développement de l'esprit d'équipe) ainsi que le recyclage professionnel pour tout le personnel. La formation continuée comportera au minimum 5 jours ou 10 demi-jours par an.

PLAN DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 9

La durée minimum de la formation professionnelle est de 30 heures pour le niveau E - 75 heures pour le niveau D - 100 heures pour le niveau C - 100 heures pour le niveau B. Pour le niveau A, le nombre d'heures est proposé par le Collège des Bourgmestre et Echevins mais il sera de minimum 120 heures par an.

La formation professionnelle est libre et se fait en dehors des heures de bureau. Elle ne peut être utilisée qu'une seule fois pour avoir un avancement pécuniaire.

Le cycle de base de trois ans en management sera considéré comme formation professionnelle.

FORMATION ANIMATEURS D'ACCUEIL

Les règles relatives à la formation s'appliquent à l'animateur d'accueil. Les animateurs doivent s'engager à suivre les formations qui leur sont proposées par le Pouvoir organisateur en vue de permettre à celui-ci de pouvoir prétendre aux subventions attachées notamment à la formation initiale et continuée du personnel.

Les frais de transport pour ces formations sont à charge de l'administration.

Les formations continuées organisées en dehors des heures de travail et durant le week-end donnent lieu à une compensation égale au temps de formation, sous forme de rémunération. Le Collège peut déroger à ce principe et accorder une compensation en congés.

FORMATIONS EXCLUES

Article 10

La formation d'accueil donnée aux nouveaux fonctionnaires n'est pas considérée comme formation continuée ou professionnelle. Ceci vaut également pour les formations en langues.

FONCTIONNEMENT

Article 11

La cellule de formation se réunit sur convocation du Président. La convocation se fera au moins deux jours francs avant la date de la réunion.

DEMANDES DE FORMATION

Article 12

L'agent communal désireux de suivre une formation adresse sa demande, un mois minimum avant le début de la formation, sur le formulaire repris en annexe du présent règlement. La cellule de formation transmet la demande au Collège des Bourgmestre et Echevins en y joignant son avis. L'autorisation de formation est donnée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 13

La cellule de formation devra définir si la formation demandée comporte des matières en relation directe avec l'emploi occupé et en fonction du profil de cet emploi.

Article 14

L'avis préalable de la cellule de formation est indispensable pour toute formation. Toute formation suivie sans l'avis de la cellule de formation ou faisant l'objet d'une demande a posteriori ne sera pas comptabilisée comme formation professionnelle. De même, l'intéressé ne pourra pas bénéficier de mesures reprises aux articles 15, 24 et 25.

COMPENSATION

Article 15

Les agents communaux fréquentant l'enseignement supérieur économique de promotion sociale et de type court, section « administration publique », organisé par la Communauté française ou le Management communal organisé par l'E.R.A.P., pourront bénéficier d'un congé exceptionnel en vue de la préparation des examens. Ces congés doivent être pris les jours qui précèdent immédiatement les examens, dont les dates devront obligatoirement figurer sur la demande de congé exceptionnel.

Cette faveur ne sera accordée que pendant les trois années consécutives que comporte le cycle complet des cours supérieurs.

Il s'ensuit que ceux qui auront échoué dans les épreuves imposées ne pourront faire état des présentes dispositions pour obtenir un congé pour l'année scolaire qu'ils auront à recommencer.

Le nombre de jours de congé exceptionnel ne pourra en aucun cas excéder 8 jours par année scolaire.

Les agents communaux, qui fréquentent d'autres écoles de perfectionnement et qui seraient désireux de bénéficier de ce congé, devront, au préalable, en faire la demande écrite motivée à la cellule de formation

Les congés dont question dans le présent point sont assimilés à des périodes d'activité de service.

PROCEDURE

Article 16

L'avis (positif ou négatif) de la cellule de formation est transmis dans les 15 jours au Collège des Bourgmestre et Echevins qui, dans les 15 jours de l'avis, statue en dernier ressort lors de sa première séance.

Article 17

Le refus d'autorisation d'une formation doit être motivé

Article 18

Toutes les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins sont transmises au service de la Gestion des Ressources humaines. Le demandeur est averti de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins dans les 10 jours de la décision.

Article 19

La cellule de formation pourra exiger toute attestation de présence à la formation.

Toute absence injustifiée à la formation sera communiquée au GRH et entraînera :

1° la non reconnaissance de la formation;

2° la récupération des frais engagés par la commune;

3° le refus ou retrait des congés compensatoires repris à l'article 15.

Quand une formation sollicitée par l'agent est accordée ce dernier ne pourra, sauf cas de force majeure, bénéficier d'un congé pour le(s) jour(s) de formation

COMPTABILITE DE LA FORMATION

Article 20

La comptabilité des heures de formation professionnelle ou continuée est tenue par le service de la Gestion des Ressources humaines.

Les agents autorisés à suivre une formation seront dispensés de pointage.

Les formations demandées par l'agent qui ont lieu pendant une période d'inactivité (we/soir/jours fériés) ne donnent lieu à aucune compensation. Ceci n'est pas d'application pour les formations CEMEA

EVALUATION DE LA FORMATION

Article 21

La cellule de formation transmettra annuellement un rapport d'activité au Collège des Bourgmestre et Echevins qui le transmettra au Conseil communal. Ce rapport sera transmis pour information. La cellule de formation consultera les organisations syndicales représentatives préalablement au dépôt de son rapport.

ORGANISATIONS SYNDICALES

Article 22

Les organisations syndicales pourront introduire des propositions auprès de la cellule de formation. Ces propositions seront examinées par la cellule et transmises pour approbation éventuelle au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 23

Les plans de formation ainsi que toute autre proposition sont soumis à négociation syndicale.

INTERVENTION DANS LES FRAIS DE FORMATION

Article 24

Les frais d'inscriptions aux formations continuées autorisées par la cellule de formation et le collège échevinal sont entièrement à charge de l'administration communale.

Néanmoins le collège peut toujours limiter l'intervention dans les frais pour des formations onéreuses.

Les frais d'inscription aux formations cycle de base en management communal et aux cours provinciaux de droit administratif sont entièrement à charge de l'administration communale.

L'intervention financière de l'administration communale dans les frais de formation professionnelle de l'agent, acceptée conformément aux articles 12 et 14, est fixée à 50% des frais, à concurrence d'un maximum de € 371,00 par formation.

Article 25

Les frais d'inscription à des formations ouvrant exclusivement le droit à une promotion tel qu'il est prévu au règlement sur l'avancement du personnel administratif, technique et ouvrier, sont entièrement à charge de l'administration communale avec un maximum de € 743,00.

Article 26

L'agent qui abandonnerait la formation professionnelle ou la formation ouvrant exclusivement le droit à une promotion tel qu'il est prévu au règlement sur l'avancement du personnel administratif, technique et ouvrier, sans raison valable, doit rembourser les frais d'inscription.

Article 27

Chaque déplacement pour le compte de l'administration doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux pour les finances communales.

Pour les formations dans la Région bruxelloise les déplacements doivent se faire le plus possible par transport en commun.

Le remboursement des frais ne se fera que pour le trajet entre le lieu de travail et le lieu de la formation.

Les frais de transport pour les formations professionnelles ne sont pas pris à charge par l'administration communale.

Article 28

En cas d'échec ou d'abandon d'une formation professionnelle ou d'une formation ouvrant exclusivement le droit à une promotion tel qu'il est prévu au règlement sur l'avancement du personnel administratif, technique et ouvrier, et compte tenu des circonstances particulières ou extraordinaires évoquées par l'agent, la cellule de formation peut donner un avis favorable pour que la formation soit recommencée l'année suivante. Le collège des Bourgmestre et Échevins décide en dernier ressort de l'opportunité de la demande.

Article 29

Conformément à l'article 22bis de la loi relative aux contrats de travail le Collège des Bourgmestre et Echevins peut dans les cas visés ci-dessous conditionner la prise en charge financière d'une formation à une clause d'écolage par

laquelle l'agent s'engage à rester au service de l'administration durant la période convenue ou, à défaut, à rembourser la partie des frais de formation restant due conformément aux modalités définies ci-dessous.

Une clause d'écolage ne peut être fixée qu'avec des agents nommés à titre définitif ou des agents engagés sous les liens d'un contrat à durée indéterminée, percevant un traitement annuel non indexé égal à au moins 16.100 euros.

La clause doit être constatée par écrit sous forme de convention, pour chaque agent individuellement au plus tard au moment où débute la formation visée par ladite clause.

La convention doit contenir :

- une description de la formation convenue, la durée de celle-ci et le lieu où elle sera dispensée ;
- le coût de la formation ;
- la date du début et la durée de validité de la clause d'écolage. Lorsque la formation donne lieu à la délivrance d'une attestation, la date de début de la validité de la clause d'écolage coïncide avec la délivrance de l'attestation ;
- le montant du remboursement d'une partie des frais de formation que l'agent s'engage à payer à l'issue de la formation en cas de départ volontaire ou de licenciement pour faute grave.

La durée de la validité de la clause ne peut excéder 3 ans. Elle sera déterminée en fonction du coût de la formation et de sa durée.

Le montant du remboursement à charge de l'agent qui démissionne (hors période d'essai ou de stage) ou qui est licencié pour faute grave durant la période d'application de la clause, ne peut excéder :

- 80% du coût de la formation en cas de départ de l'agent avant le 1/3 de la période convenue ;
- 50% du coût de la formation en cas de départ de l'agent dans la période comprise entre le 1/3 et les 2/3 de la période convenue;
- 20% du coût de la formation en cas de départ de l'agent au-delà de 2/3 de la période convenue.

En aucun cas, le montant du remboursement ne peut dépasser 30% de la rémunération annuelle de l'agent.

Une clause d'écolage ne peut être convenue :

- pour des formations qui n'ont pas un caractère spécifique permettant d'acquérir des compétences professionnelles nouvelles susceptibles d'être valorisées, le cas échéant, en dehors de l'administration ;
- pour des formations qui se situent dans le cadre réglementaire ou légal requis pour l'exercice de la fonction ;
- pour des formations qui n'atteignent pas une durée de 80 heures ou une valeur égale au double du revenu minimum mensuel moyen garanti, tel que fixé pour les travailleurs de 21 ans ou plus par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail (soit, à titre d'illustration, 2.619,18 euros au 1er janvier 2008).

L'agent reste titulaire de ses diplômes ou certificats acquis dans le cadre de la clause, et doit pouvoir disposer des documents originaux ou d'une copie certifiée conforme par les instances responsables de la formation.

DISPOSITIONS FINALES

Article 30

Le présent règlement entre en vigueur après approbation par l'autorité de tutelle ; il abroge toutes les dispositions en la matière en vigueur antérieurement

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

Arbeidsreglement - Wijzing bijlage 8 - Opleiding en werking van de opleidingscel.

DE GEMEENTERAAD,

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 14.12.2013 waarbij de graad van directeur van Human Resources(niveau A7) in het gemeentebestuur werd ingericht;

Gezien de ordonnantie van 27.02.2014 ter wijziging van de gemeentewet;

Overwegende dat het nodig is de bepalingen van bijlage 8 van het arbeidsreglement te wijzigen;

Op voorstel van het schepencollege;

Gezien het overlegakkoord nr 396;

BESLUIT :

Enig artikel

Om bijlage 8 van het arbeidsreglement te wijzigen, als volgt:

Artikel 1 :

In het kader van het Sociaal Handvest bouwt het College van Burgemeester en Schepenen een opleidingscel uit.

SAMENSTELLING

Artikel 2 :

De opleidingscel bestaat uit :

- De Gemeentesecretaris, die de opleidingscel voorzigt.

- De adjunct-secretaris,
- de gemeenteontvanger,
- de directrice van Human Resources,
- een ambtenaar van niveau A van het administratief, technisch of werklieden kader,

De opleidingscel doet een beroep op de diensten van een Secretaris(esse).

Artikel 3;

De leden van de cel worden aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen. Er kunnen plaatsvervangers worden aangeduid. Deze plaatsvervangers zijn ambtenaren van niveau A.

OPDRACHTEN

Artikel 4 :

De opleidingscel heeft het recht telkens wanneer zij dit nodig acht een beroep te doen op specialisten of technici.

OPLEIDINGSPLAN

Artikel 5 :

De opleidingscel stelt voor elke functie van het personeelskader waaraan een bepaald profiel beantwoordt, een ontwerp van opleidingsplan op. Dit ontwerp van plan wordt voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen die het vastlegt voor het aan de vakbondsafvaardigingen wordt voorgelegd.

Artikel 6 :

Het opleidingsplan omvat:

1. de algemene doelstellingen op het vlak van opleiding in de gemeente;
 2. de voor de eerstvolgende jaren vastgelegde prioriteiten;
 3. de inhoud van de voorziene acties ;
 4. de (interne en externe) instellingen die zorgen voor de uitvoering van deze acties,
 5. de voor deze acties in aanmerking genomen pedagogie;
 6. de duur van de acties;
 7. het schema van verwezenlijking van de acties;
 8. het globale budget van de opleiding en de specifiek voor elke actie voorziene budgetten;
 9. de categorieën rechthebbenden;
- IO.de modaliteiten van beoordeling van de acties zowel op het pedagogische als op het budgettaire vlak.

PLAN VAN VOORTGEZETTE OPLEIDING

Artikel 7 :

Het College van Burgemeester en Schepenen legt op voorstel van de opleidingscel de schema's van voortgezette opleiding, de te behandelen onderwerpen, evenals de namen van de verantwoordelijken van de afdelingen of de technici of externe deskundigen, die met deze opleiding zijn belast, vast .

Onderhavig artikel is eveneens van toepassing op de leden van de opleidingscel.

Artikel 8 :

De voortgezette opleiding is erop gericht de bekwaamheid op het vlak van management ten aanzien van het kaderpersoneel en de bekwaamheid op het vlak van relaties (relaties tussen collega's en relaties tussen bestuur en burger betere communicatie; ontwikkeling van een teamgeest) te ontwikkelen evenals de beroepsbijscholing voor het voltallig personeel. De voortgezette opleiding bedraagt minstens 5dagen of 10 halve dagen per jaar

PLAN VAN BEROEPSOPLEIDING

Artikel 9 :

De minimale duur van de beroepsopleiding bedraagt :

- 30 uren voor niveau E,

- 75 uren voor niveau D,
- 100 uren voor niveau C,
- 100 uren voor niveau B,

Voor het niveau A wordt het aantal uren voorgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, maar dit aantal dient tenminste 120 uren per jaar te bedragen.

De beroepsopleiding is vrij en gebeurt buiten de werkuren. Ze kan slechts één keer gebruikt worden op te genieten van een geldelijke opwaardering. De basiscyclus van 3 jaar in management wordt als beroepsopleiding beschouwd.

opleiding van opvangbegeleiders

De bepalingen betreffende de opleiding zijn van toepassing op de opvangbegeleider.

De opvangbegeleiders moeten zich ertoe verbinden de opleidingen, voorgesteld door de organiserende overheid met de bedoeling tot het bekomen van toelagen, te volgen.

De vervoerskosten voor deze opleidingen zijn ten laste van het gemeentebestuur.

De voortgezette opleidingen die buiten de werkuren en tijdens het weekend worden georganiseerd geven recht op een geldelijke compensatie in verhouding tot de duur van de opleiding. Het college kan van dit principe afwijken en een compensatie in verlof toekennen.

NIET IN AANMERKING GENOMEN OPLEIDINGEN

Artikel 10 :

De ten behoeve van nieuwe ambtenaren georganiseerde opleiding op het vlak van onthaal wordt NIET als voortgezette of beroepsopleiding beschouwd. Hetzelfde geldt voor de taalopleidingen.

WERKING

Artikel 11 :

De opleidingscel vergadert na oproeping van de Voorzitter. De oproeping wordt tenminste twee volle dagen voor de datum van de vergadering verzonden.

OPLEIDINGSAANVRAGEN

Artike12: .

De gemeentagent die de wens te kennen geeft een opleiding te willen volgen dient zijn aanvraag tenminste één maand voor het begin van de opleiding in op het als bijlage bij onderhavig reglement gevoegde formulier. De Opleidingscel maakt de aanvraag over aan het College van Burgemeester en Schepenen en voegt er haar advies bij. De toelating tot het volgen van een opleiding wordt gegeven door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 13 :

De opleidingscel dient te bepalen of de aangevraagde opleiding aspecten omvat, die rechtstreeks verband houden met de beklede betrekking en in functie staan van het profiel van deze betrekking.

Artikel 14 :

Het voorafgaande advies van de opleidingscel is onontbeerlijk voor elke opleiding. Elke opleiding die zonder bet advies van de opleidingscel wordt gevolgd of het voorwerp vormt van een aanvraag a posteriori wordt niet als beroepsopleiding in aanmerking genomen.

Evenmin kan betrokkene van de in artikels 15,24 en 25 vermelde maatregelen genieten.

COMPENSATIE

Artikel 15 :

De gemeentelijke agenten die hoger economisch onderwijs van het korte type afdeling 'openbare besturen' georganiseerd door de vlaamse gemeenschap of het Gemeentelijk management georganiseerd door de G.S.O.P. volgen kunnen genieten van een uitzonderlijk verlof om zich voor te bereiden voor de examens. Dit uitzonderlijk verlof moet genomen worden juist voor de examens en de data van de examens moeten vermeld worden op de verlofaanvraag.

Dit voorrecht geldt enkel voor de drie opeenvolgende jaren van de volledige basiscyclus. Hieruit volgt dat wanneer men het jaar overdoet men geen recht heeft op dit uitzonderlijk verlof.

Het totaal aantal van 8 dagen per schooljaar mag niet overschreden worden.

De gemeenteagenten die naar andere vervolmakingscholen gaan en die van dit verlof willen genieten moeten een schriftelijke gemotiveerde aanvraag richten tot de gemeentesecretaris.

Het in dit punt vermeldt verlof wordt gelijkgesteld met een activiteitsperiode.

PROCEDURE

Artikel 16 :

Het advies (positief of negatief) van de opleidingscel moet binnen 15dagen aan het college worden voorgelegd die, binnen de 15dagen na het advies uitspraak doet tijdens de eerst volgende zitting.

Artikel 17 :

De weigering van de toelating met het oog op de beroepsopleiding dient te worden gestaafd.

Artikel 18 :

Alle beslissingen van het schepencollege worden overgemaakt aan HRM. De aanvrager wordt binnen 15dagen na de beslissing op de hoogte gebracht van het besluit van het schepencollege.

Artikel 19 :

De opleidingscel het recht elk getuigschrift te vorderen in verband met de aanwezigheid op tijdens opleiding. Elke ongewettigde afwezigheid tijdens de opleiding zal meegedeeld worden aan HRM en heeft als gevolg :

1. de niet-erkenning van de opleiding,
2. de terugvordering van de door de gemeente gedragen kosten,
3. de weigering of de intrekking van de in artikel 15 als compensatie voorziene verlofdagen.

Wanneer een door de agent aangevraagde opleiding werd toegekend kan, behalve in gevallen van overmacht, geen verlof meer worden toegekend

IN AANMERKINGNEMING VAN DE OPLEIDING

Artikel 20 :

De in aanmerkingneming VAN opleidingsuren beroeps- of voortgezette - wordt bijgehouden door de Human Resourcesdienst.

De agenten die de goedkeuring hebben gekregen voor het volgen van een opleiding worden vrijgesteld van prikken. De door de agent aangevraagde opleidingen die tijdens een inactiviteitsperiode (we/avond/feestdagen) plaats vinden geven geen recht op compensatie; Dit is niet van toepassing voor de CEMEA opleiding.

BEOORDELING VAN DE OPLEIDING

Artikel 21 :

De opleidingscel overhandigt ieder jaar een verslag der activiteiten aan het College van Burgemeester en Schepenen die het op zijn beurt overhandigt aan de Gemeenteraad.

Dit verslag wordt overhandigd ter informatie. De opleidingscel raadpleegt de representatieve vakbondsorganisaties voor zij haar verslag neerlegt.

VAKBONDSORGANISATIES

Artikel 22 :

De vakbondsorganisaties hebben het recht bij de opleidingscel voorstellen in te dienen.

Deze voorstellen worden onderzocht door de opleidingscel en met het oog op een eventuele goedkeuring overhandigd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 23 :

De opleidingsplannen, evenals elk ander voorstel, worden voorgelegd met het oog op bespreking met de vakbondsorganisaties.

TUSSENKOMST IN DE OPLEIDINGSKOSTEN

Artikel 24 :

De inschrijvingskosten voor de basiscyclus van gemeentelijk management en voor de provinciale cursussen van administratief recht zijn volledig ten laste van het gemeentebestuur.

Niettegenstaande kan het college steeds haar tussenkomst beperken wanneer het voor heel dure opleidingen.

De door de artikel 12 en 14 voorziene financiële tussenkomst door het gemeentebestuur in de kosten van de beroepsopleiding van de agent wordt vastgesteld op 50% van de kosten met een maximaal bedrag van € 371 per

opleiding.

Artikel 25 :

De kosten van inschrijving voor de opleidingen die uitsluitend het recht openen op een bevordering, zoals dit in het reglement op de bevordering van het administratieve, technische en arbeiderspersoneel is voorzien, vallen volledig ten laste van het gemeentebestuur met een maximaal bedrag van € 743.

Artikel 26 :

De agent, die de beroepsopleiding of de opleiding die uitsluitend het recht openen op een bevordering, zoals dit in het reglement op de bevordering van het administratieve, technische en arbeiderspersoneel is voorzien zou opgeven zonder geldige reden, is ertoe gehouden de inschrijvingskosten terug te betalen.

Artikel 27 :

Elke verplaatsing voor rekening van het gemeentebestuur moet gebeuren met het voor de gemeentelijke financiën minst kostende vervoersmiddel.

Voor de opleidingen in het Brussels Gexest moeten de verplaatsingen zoveel mogelijk gebeuren met het openbaar vervoer.

De terugbetaling van de kosten gelden enkel voor het traject werkplaats/opleidingsplaats.

De vervoerskosten van de beroepsopleiding vallen volledig ten laste van het gemeentebestuur.

Artikel 28 :

In het geval van mislukking of stopzetting van de beroepsopleiding of de opleiding die uitsluitend het recht openen op een bevordering, zoals dit in het reglement op de bevordering van het administratieve, technische en arbeiderspersoneel is voorzien, heeft de opleidingscel rekening houdende met de door de agent ingeroepen bijzondere of buitengewone omstandigheden, het recht een gunstig advies te geven om de opleiding het volgende jaar opnieuw te laten hernemen.

Het College van Burgemeester en Schepenen beslist in laatste instantie over de opportuniteit van de aanvraag.

Artikel 29 :

De wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) voegt in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten een nieuw artikel 22bis in met betrekking tot het scholingsbeding.

Deze wet bevatte namelijk geen enkele bepaling inzake de mogelijkheid voor de werkgever, die zijn werknemer een vorming aanbiedt waarvan de kosten aanzienlijk kunnen zijn, om zich te beschermen tegen een voortijdig vertrek van deze werknemer en dus voordat de toegestane investering kan worden afgeschreven. De geldigheid van scholingsbedingen heeft geleid tot rechtspraak en tot een belangrijke rechtsleer.

De invoering van een wettelijk kader voor het scholingsbeding door de wet van 27 december 2006, verleent uitvoering aan punt 23 van het Generatiepact. Dit laat toe om, in de lijn van de Cassatierechtspraak hieromtrent, een einde te maken aan de controverses in de rechtsleer en rechtspraak omtrent de juridische geldigheid van het scholingsbeding.

Definitie van het scholingsbeding

Onder scholingsbeding wordt verstaan het beding waarbij de werknemer, die gedurende de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst een specifieke vorming volgt op kosten van de werkgever, zich ertoe verbindt om aan deze laatste een gedeelte van de vormingskosten terug te betalen ingeval hij de onderneming verlaat voor het einde van de door de partijen overeengekomen periode.

Het scholingsbeding kan dus in beginsel betrekking hebben op alle werknemers verbonden door een arbeidsovereenkomst geregeld door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en op alle types van vormingen. Opdat er toepassing kan worden gemaakt van het scholingsbeding, stelt artikel 22bis evenwel een aantal voorwaarden vast inzake de persoon van de werknemer evenals inzake de vorming. Ditzelfde artikel 22bis, §2, bepaalt dat een scholingsbeding enkel kan worden toegepast in het kader van een arbeidsovereenkomst gesloten voor onbepaalde duur.

Overigens kan een sectoriële collectieve arbeidsovereenkomst, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, bepaalde categorieën van werknemers en/of vormingen uitsluiten van het toepassingsgebied van artikel 22bis.

Bestaansvoorwaarden van het beding

De toepassing van het scholingsbeding is onderworpen aan de naleving van bepaalde geldigheidsvoorwaarden :

het jaarloon van de werknemer op wie het scholingsbeding van toepassing is, moet hoger zijn dan 32.254 € (bedrag van toepassing op 1 januari 2013) ; dit bedrag zal proportioneel van toepassing zijn op deeltijdse werknemers;

de vorming moet hem toelaten om nieuwe professionele competenties te verwerven die desgevallend ook buiten de onderneming kunnen gevaloriseerd worden;

de vorming dient tenminste 80 uren te bereiken of ingeval dit aantal uren niet bereikt wordt, een waarde hoger dan het dubbel van het gemiddeld minimum maandinkomen (zijnde € 3.003,64 op 1 december 2012); deze vorming mag zich niet situeren in het wettelijk of reglementair kader vereist voor de uitoefening van het beroep waarvoor de werknemer werd aangeworven.

Wanneer de voorwaarden betreffende het minimuminkomen van de werknemer of betreffende de vorming niet vervuld worden, zal het scholingsbeding als onbestaand worden beschouwd en zal het derhalve geen enkel juridisch gevolg hebben ten overstaan van de ene of de andere partij. De beoordeling van de geldigheid van het beding zal gebeuren op het ogenblik waarop één van de partijen om de toepassing van het beding zal verzoeken.

Vormvoorwaarden

Op straffe van nietigheid dient het scholingsbeding schriftelijk te worden vastgesteld, ten laatste op het ogenblik van de aanvang van de verstrekte opleiding in het kader van dit beding. Het geschrift moet individueel zijn, het bestaan van een scholingsbeding zou dus niet kunnen voortvloeien uit een vermelding in het arbeidsreglement of in een collectieve ondernemingsovereenkomst.

Dit geschrift zal een aantal verplichte vermeldingen moeten bevatten :

de omschrijving van de vorming, de duur en de plaats waar de vorming zal doorgaan;

de kost van deze vorming of in het geval waarin de kost niet kan worden bepaald in zijn geheel, een schatting van de waarde van de vorming; het betreft hier enkel de reële kost van de vorming met uitsluiting van de verplaatsings- en verblijfskosten gedurende de duur van de vorming en van de verloning verschuldigd aan de betrokken werknemer in het kader van de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst;

de begindatum en de geldingsduur van het scholingsbeding; de begindatum zal aan het einde van de vorming vallen; de partijen zullen in onderling akkoord deze datum moeten vaststellen behalve wanneer de vorming aanleiding geeft tot het afleveren van een attest; in dit geval zal de begindatum van de gelding van het scholingsbeding samenvallen met de datum van de aflevering van dit attest;

het terug te betalen bedrag van een gedeelte van de scholingskosten waartoe de werknemer zich verbindt om dit te betalen na afloop van de vorming, dit bedrag wordt op degressieve wijze uitgedrukt in functie van de geldingsduur van het scholingsbeding; artikel 22bis, §5, stelt ter zake de maximale grenzen vast (zie hieronder).

De geldingsduur van een scholingsbeding mag niet meer dan 3 jaar bedragen en moet proportioneel worden vastgesteld rekeninghoudend met de kost en de duur van de vorming.

Het bedrag van terugbetaling verschuldigd door de werknemer in geval van niet-naleving van zijn verplichting mag niet meer bedragen dan :

80% van de vormingskost in geval van vertrek van de werknemer voor 1/3 van de overeengekomen periode;
50% van de vormingskost in geval van vertrek van de werknemer tussen 1/3 en 2/3 van de overeengekomen periode;
20% van de vormingskost in geval van vertrek van de werknemer na 2/3 van de overeengekomen periode.
Opdat het bedrag van de terugbetaling evenwel niet te aanzienlijk zou zijn vergeleken met het loon van de werknemer, mag dit bedrag nooit meer dan 30% van het jaarlijks loon van de werknemer bedragen.

Toepassingsvoorwaarden

Het scholingsbeding mag niet worden toegepast :

in geval van verbreking van de arbeidsovereenkomst tijdens de proefperiode;

in geval van ontslag door de werkgever (tenzij dringende reden);

in geval van ontslag in het kader van herstructurering bedoeld door de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact.

Het scholingsbeding zal dus uitwerking kunnen hebben in geval van ontslagname door de werknemer of van ontslag door de werkgever om dringende reden, tijdens de geldingsduur van het beding.

EINDBEPALINGEN

artikel 30

Huidig reglement treedt in voege na goedkeuring door de toezienende overheid; alle vorige reglementen stoppen te bestaan

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Interpellation déposée par Monsieur Van Damme relative aux jardins d'enfants. - report du 26/11/2014

Le Conseil prend connaissance.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de speeltuintjes - Uitstel van 26/11/2014.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme waarvan de tekst volgt :

Beste,

gelieve hierbij mijn interpellatie voor de volgende gemeenteraad te vinden.

Met vriendelijke groeten

Molenbeek is een van de meest dichtbevolkte gemeenten van het land (15.000 inwoners/km²). Bovendien is het ook een van de jongste gemeenten van het land. Bijna een derde van de bewoners is jonger dan 20. Bijgevolg (en logischerwijs) is er weinig publieke ruimte ter beschikking. Dat betekent: weinig plaats om te spelen, zich te ontspannen of te genieten van mooi weer.

Toch is er een groot probleem met deze publieke ruimte.

Veel kleine speeltuintjes zijn compleet in verval en dat sinds geruime tijd. Ik fotografeerde 4 "exemplarische" voorbeelden, waar de situatie al meer dan één jaar ongewijzigd is. Het gaat om plekjes die zouden kunnen dienen om te ontspannen, om kleine kinderen en gezinnen te ontvangen en waar ook jongeren zouden terecht kunnen. Nu zijn het doodse plaatsen die afval en vandalisme of erger aantrekken.

sp.a vraagt daarom.

- Een snelle herstelling van de speelpleintjes. Vaak hoeft dat niet eens zo veel te kosten.*
- Een regelmatig onderhoud, zowel qua netheid als onderhoud van de toestellen*
- Waarom worden de speeltuintjes niet onderhouden en hersteld*
- U zegt in de media dat er werken gepland zijn. Wanneer? Welke projecten?*
- Waarom gebeuren er ondertussen geen kleine herstellingen meer? De situatie is al twee jaar ongewijzigd.*

Jef Van Damme

De Raad neemt kennis.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Interpellation introduite par Madame Piquard relative à l'agenda culturel - Report du 26/11/2014

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation de Madame Piquard dont le texte suit :

Depuis plusieurs années, même quand j'étais échevine, j'ai rencontré et **rencontre encore à ce jour de sérieux problèmes quant à mon inscription voire réinscription actuelle quant à ma qualité d'habitante de la commune voulant être informée au minimum voire voulant participer activement aux activités communales culturelles de notre commune.**

Cela fait et faisait effectivement près de deux ans que je ne recevais plus l'agenda culturel.

Récemment, je me suis rendue compte que cela pouvait correspondre à la fin de mon mandat d'échevine. Oui, et malgré que j'étais échevine à vos côtés, je me dois de vous rappeler, même si vous n'êtes pas aux commandes du fichier culturel communal, que j'ai mis près de 3 années à me faire inscrire audit fichier communal et là, à ce jour, je

me retrouve, comme vous l'entendez, à la case départ...

Case départ, certes, mais là je la trouve un peu saumâtre...

Il y a +/- 10 jours, passant à l'administration communale, je vois dans les présentoirs les activités culturelles organisées par la commune, j'ai pris le fascicule et c'est là que mon franc est tombé, me rendant compte que depuis qu'étant conseillère de l'opposition, je ne reçois plus (ni par courrier ou courriel) l'agenda culturel communal... Sincèrement, je me pose des questions quant à la gestion du fichier des personnes tenu par le service culture communal. Fichier qui pourrait être mis à jour par une demande de ne plus le recevoir, ou suite à un déménagement hors commune ou au plus triste un décès annoncé ...

Je suis en mesure de vous dire que dans les mêmes délais, alors que je ne suis pas une accroc des services FB, I Like Molenbeek ou autre, **mais dans la même période je me suis réinscrite en cliquant sur « agenda culturel » style inscription via « I like Molenbeek ou la lettre ad hoc » et jusqu'à ce jour NO NEWS**

Au vu de mon expérience que je considère comme étant fâcheuse, qu'en est-il pour d'autres personnes qui pourraient être cataloguée de la sorte voire d'une autre sorte ???
Sous quel critère, en définitive, est-il fait un tri dans le fichier culturel communal ???

Qu'êtes-vous en mesure de me répondre ce soir à ce sujet ????

Je vous remercie de votre réponse.
Paulette PIQUARD

Le Conseil prend connaissance.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende de culturele agenda- Uitstel van 26/11/2014.

De Raad neemt kennis.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0058# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation et motion déposées par Monsieur De Block relatives à la réforme des allocations d'insertion mises en œuvre par le gouvernement précédent et leurs conséquences pour la commune.

Le point est retiré de l'ordre du jour.
38 votants : 24 votes positifs, 14 votes négatifs.

Interpellatie en motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de hervorming van de inschakelingstoelagen uitgevoerd door de vorige regering en hun gevolgen op de gemeente.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.
38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0059# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Motion déposée par Monsieur De Block relative à l'impact financier sur la commune des politiques fédérale, régionale et communautaires.

Le point est retiré de l'ordre du jour.
38 votants : 24 votes positifs, 14 votes négatifs.

Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de financiële impact op de gemeente van de Federale, Regionale en communautaire beleiden.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.
38 stemmers : 24 positieve stemmen, 14 negatieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0060# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation déposée par Monsieur Van Damme relative à la demande d'un permis d'urbanisme pour la construction d'une grande surface, d'appartements et d'un parking à la frontière entre les communes de Molenbeek et Berchem-Sainte-Agathe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme betreffende de aanvraag voor stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van een grootwarenhuis, appartementen, parking, op de grens van Molenbeek en Sint-Agatha-Berchem

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, waarvan de tekst volgt :

Tot vrijdag 28/11 laatstleden liep op de grens van Molenbeek en Berchem een openbaar onderzoek voor de stedenbouwkundige vergunning van een groot bouwproject gelegen op de vroeger site van het bedrijf Schiltz, tussen de Myrtenlaan, de Gentse Steenweg en de Fik Guidonstraat.

Het project voorziet in de bouw van appartement, een grootwarenhuis, een parking van 99 plaatsen + 24 plaatsen voor de appartementen alsook een beenhouwerij. Het gaat dus potentieel om een heel groot project met een grote impact op de omliggende wijk en haar bewoners.

Dit doet heel wat vragen rijzen vooral omdat er weinig informatie bekend is en verspreid werd onder de bewoners.

Mijn vragen:

Op het vlak van de procedure

- wat is de stand van zaken van dit dossier: in welke fase zit de bouwaanvraag en wat zijn de volgende stappen?
- waarom duurde het openbaar onderzoek slechts twee weken en is dit wettelijk?
- waarom werd er geen infovergadering gehouden ter toelichting van dit megaproject?
- waarom werd de gewestelijke verplichting om een 3D simulatie van het project te afficheren niet gerespecteerd?

Op het inhoudelijke vlak

- wat is het standpunt van de gemeente betreffende het extra verkeer en de opstoppingen die dit project zeker met zich mee zal brengen?
- wat is het standpunt van de gemeente over de impact van zo'n groot project op de rust in de wijk?
- wat denkt de gemeente van de impact die dit project ongetwijfeld zal hebben op de lokale handel
- wat betekent dit voor de bestaande Aldi winkel op de Mettwielaan?

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0061# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation introduite par Monsieur Berckmans relative aux heures d'ouverture des infrastructures sportives communales en général et du hall de sport Heyvaert en particulier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de openingsuren van de gemeentelijke sportinfrastructuur in het algemeen en van de sporthal Heyvaert in het bijzonder.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans waarvan de tekst volgt :

Op zondag 27 oktober 2013 vond in de sporthal Heyvaert een minivoetbaltornooi voor de jeugd plaats. Dit was een enigszins uitzonderlijke situatie aangezien die sporthal op zondag normaliter niet open is. Reeds lang vóór dit sportevenement had ik de bevoegde schepen van sport aangesproken met de vraag of het mogelijk is de sporthal Heyvaert ook op zondag open te stellen. De Heyvaertwijk is – zoals vele andere wijken in onze gemeente – een kinder- en jeugdrijke buurt. Vaak lopen kinderen en jongeren er wat verloren rond op straat; er is wel een piepklein parkje, met name het Driehoekspein maar dit neemt niet weg dat het jammer is dat de talrijke kinderen en jongeren niet optimaal gebruik kunnen maken van de sportinfrastructuur Heyvaert. Zelfs los van het feit of er al dan niet veel

jongeren in de buurt wonen lijkt het me geen teken van goed bestuur en van efficiëntie een dergelijke infrastructuur, waarvoor de gemeenschap zeer veel geld heeft betaald, niet zo veel mogelijk open te stellen voor en te laten gebruiken door die zelfde gemeenschap.

Ik wens hierover de volgende vragen te stellen :

1° Op zondag 27 oktober 2013 was ik – en vele aanwezigen met mij – dan ook zeer verheugd toen de schepen van sport op het einde van het tornooi publiekelijk verklaarde dat de sporthal Heyvaert “binnenkort” ook op zondag zou worden opengesteld. Ik citeer de desbetreffende verklaring : “(...) La bonne nouvelle est que dans les prochains jours une décision sera prise pour que le hall de sport Heyvaert soit accessible aussi le dimanche pour les enfants et les jeunes du quartier”. Deze verklaring kan worden nagetrokken in de video die op die dag in de sporthal Heyvaert werd gemaakt door een niet nader genoemde medewerker van het college van burgemeester en schepenen en die op Facebook werd geplaatst (zie ook de bijgevoegde illustratie).

We zijn vandaag reeds een vol jaar en bijna twee maanden na 27 oktober 2013. Het is klaarblijkelijk gebleven bij de aankondiging op 27 oktober 2013 om “binnen enkele dagen” de beslissing te nemen tot opening van de sporthal op zondag. Bij mijn weten is die beslissing nooit genomen, laat staan bekend gemaakt.

Wanneer zal daadwerkelijk worden overgegaan tot het nemen van die beslissing ? Wanneer zal de sporthal Heyvaert daadwerkelijk ook op zondag toegankelijk zijn ?

2° Ik wil mij hier niet beperken tot de bijzondere kwestie van de sporthal Heyvaert omdat ik toevallig in die wijk woon. Onze gehele gemeente is kinder- en jeugdrijk. Daarom wil ik die problematiek hier breder open trekken :

- Ik vind het immers niet kunnen dat kinderen en jongeren, om het even in welke wijk in de gemeente, bij manier van spreken verplicht zijn om op de straat te spelen – met alle fysische en andere gevaren die er bij horen – terwijl er in de onmiddellijke omgeving vaak een gemeentelijke sportinfrastructuur staat die jammer genoeg niet toegankelijk is.

- Daarbij komt wat ik reeds heb gesteld inzake de sporthal Heyvaert : het getuigt van geen goed bestuur zeer dure infrastructuur te bouwen en in te richten en die vervolgens niet zo vaak als mogelijk open te stellen.

- Niettegenstaande mijn vraag de openstelling van de gemeentelijke sportinfrastructuur gedurende het gehele jaar beoogt, wil ik er op wijzen – voor degenen die het nog niet zouden hebben gevoeld – dat de winter dit jaar vroeg is begonnen en dat het buiten dus al behoorlijk koud is geweest. Vandaar een extra argument voor een zo ruim mogelijke opening, reeds vanaf deze winterperiode : ik ben immers van mening dat het voor de kinderen wel een beetje aangenamer zal zijn indien zij nu reeds wat samen zullen kunnen spelen in een gemeentelijke sportinfrastructuur in plaats van buiten te verkleumen van de koude.

1° Kan u mij een volledig overzicht geven van de bestaande gemeentelijke sportinfrastructuur in de gemeente ?

2° Kan u mij, per infrastructuur, meedelen welke de openingsuren ervan zijn ?

3° Bent u bereid, in voorkomend geval, over te gaan tot een verruiming van de openingsdagen en openingsuren van die infrastructuur ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans.

Bijlage : illustratie m.b.t. de verklaring van de schepen van sport op zondag 27 oktober 2013.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0062# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation déposée par Monsieur Berckmans relative au nouveau website communal.

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de nieuwe gemeentelijke website.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

Ik verwijs hier in de eerste plaats naar de interpellatie betreffende de gemeentelijke website en de mogelijkheid van de burgers om de gemeentediensten via e-mail te contacteren die ik heb gehouden tijdens de gemeenteraadszitting van 25 februari 2013, alsook naar het antwoord dat hierop werd gegeven door de bevoegde schepen Olivier Mahy (zie bijlage, volledig verslag van de gemeenteraadszitting van 25 februari 2013, p. 62-65).

Ik ga hier niet alles herhalen wat in die interpellatie en in het antwoord werd gesteld. Ik vat samen :

- Mijn vragen : 1° Is het College het er mee eens wat ik tijdens voormelde interpellatie in februari 2013 heb uiteengezet, met name dat de huidige website verouderd, erg gebruiksonvriendelijk, niet gestructureerd, enz. is ? 2° Zo ja, is het de bedoeling dit te verhelpen ? 3° Zo ja, zijn er al concrete plannen voor de realisatie van een nieuwe en

degelijke gemeentelijke website ? Kunnen die plannen kort worden uiteengezet ? Welke termijn is desgevallend voorzien voor de realisatie van die plannen ?

- Antwoorden van de bevoegde schepen :

1° U heeft gelijk : de website is inderdaad verouderd; er moet een nieuwe website komen, met een nieuwe inhoud, nieuwe lay-out, betere ergonomie, enz.

2° Timing, ik citeer letterlijk uit het antwoord van de schepen : “Le timing de la renfente du site Internet : cette année (lisez : 2013) nous comptons consulter pour identifier les besoins et rédiger le cahier des charges. En 2014, la Commune va commander des jours de développement aussi CIRB via sa centrale de marché. Le but est que ce nouveau site soit disponible fin 2014 au plus tard et il est prévu également un plan de formation de gestionnaire de contenu”.

Ik wens hierover de volgende vragen te stellen :

1° Kan u uiteenzetten welke van de vooropgestelde deadlines (enerzijds consultatieronde en lastenboek 2013 en anderzijds “commander des jours de développement auprès du CIRB” in 2014) daadwerkelijk zijn gehaald en op welke tijdstippen ? Wat is er precies gedaan.

2° Een nieuwe gemeentelijke website zou, volgens uw verklaringen in februari 2013, uiterlijk op het einde van dit jaar online zijn. Tenzij ik niet goed zou hebben gekeken is dit vandaag – 17 december 2014 – nog steeds niet het geval.

Quid stavaza vandaag ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans.

Bijlage : interpellatie van 25 februari 2013 van Dirk Berckmans betreffende de gemeentelijke website en de mogelijkheid van de burgers om de gemeentediensten via e-mail te contacteren en het antwoord van de bevoegde schepen, gepubliceerd in het volledig verslag van de gemeenteraadszitting van 25 februari 2013, p. 62-65

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/17.12.2014/A/0063# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Interpellation déposée par Monsieur Lakhroufi relative au plan piétonnier de Bruxelles-Ville.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Lakhroufi dont le texte suit :

Le plan de mise en piétonnier du centre de Bruxelles et ce qu'il faut appeler « le mini-ring » que la ville compte mettre en place auront vraisemblablement des incidences sur les communes limitrophes, dont Molenbeek-Saint-Jean.

Le GIC-GGB, loin d'être hostile à ce projet, dénonce le manque de concertation dont la Ville de Bruxelles fait preuve.

On entend souvent dire que la Ville est un Etat dans l'Etat, et la personnalité de son nouveau Maire n'arrange pas les choses.

Loin de nous l'idée de nous ingérer dans les affaires d'une autre commune, cependant une grande partie du plan prévoit de rediriger le trafic automobile vers la petite ceinture, et donc vers certaines communes voisines. Et là je pense que nous avons notre mot à dire.

Alors que Molenbeek tente tant bien que mal de gérer son trafic de transit « Ring/Centre-ville », ce plan risque, si la concertation n'est pas au rendez-vous, de simplement coaguler la circulation déjà infernale porte de Ninove, Léopold II, jonction Ch. de Gand et Dansaert.

Nous sommes étonnés également du manque de réactions côté molenbeekois

Manque de réactions également au niveau régional, bien que Molenbeek-St-Jean y soit bien représenté par quelques députés, on constate gentiment le projet de la Ville sans plus.

Nous exhortons donc le Collège à être très attentif sur ce dossier qui risque de détériorer un peu plus encore la qualité de vie des molenbeekois, cela pourrait signifier plus de trafic, moins de stationnements libres, plus de pollution et plus de bruit.

Mes questions à Monsieur l'Echevin de la mobilité sont les suivantes :

Avez-vous contacté les autorités de la ville concernant ce dossier? Si oui qu'en est-il ressorti?

Comptez-vous prendre des dispositions concernant ce dossier?

Si oui, quelles sont ces dispositions?

Estimez-vous peut être que la mobilité et la qualité de vie des molenbeekois ne seront pas impactées? Alors dans tel cas, pourriez- vous éclairer, en évitant cette fois-ci s'il vous plaît de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Merci.

Le plan de mise en piétonnier du centre de Bruxelles et ce qu'il faut appeler « le mini-ring » que la ville compte mettre en place auront vraisemblablement des incidences sur les communes limitrophes, dont Molenbeek-Saint-Jean.

Le GIC-GGB, loin d'être hostile à ce projet, dénonce le manque de concertation dont la Ville de Bruxelles fait preuve.

On entend souvent dire que la Ville est un Etat dans l'Etat, et la personnalité de son nouveau Maire n'arrange pas les choses.

Loin de nous l'idée de nous ingérer dans les affaires d'une autre commune, cependant une grande partie du plan prévoit de rediriger le trafic automobile vers la petite ceinture, et donc vers certaines communes voisines. Et là je pense que nous avons notre mot à dire.

Alors que Molenbeek tente tant bien que mal de gérer son trafic de transit « Ring/Centre-ville », ce plan risque, si la concertation n'est pas au rendez-vous, de simplement coaguler la circulation déjà infernale porte de Ninove, Léopold II, jonction Ch. de Gand et Dansaert.

Nous sommes étonnés également du manque de réactions côté molenbeekois

Manque de réactions également au niveau régional, bien que Molenbeek-St-Jean y soit bien représenté par quelques députés, on constate gentiment le projet de la Ville sans plus.

Nous exhortons donc le Collège à être très attentif sur ce dossier qui risque de détériorer un peu plus encore la qualité de vie des molenbeekois, cela pourrait signifier plus de trafic, moins de stationnements libres, plus de pollution et plus de bruit.

Mes questions à Monsieur l'Echevin de la mobilité sont les suivantes ;

Avez-vous contacté les autorités de la ville concernant ce dossier? Si oui qu'en est il ressorti?

Comptez-vous prendre des dispositions concernant ce dossier?

Si oui, quelles sont ces dispositions?

Estimez-vous peut être que la mobilité et la qualité de vie des molenbeekois ne seront pas impactées? Alors dans tel cas, pourriez- vous éclairer, en évitant cette fois-ci s'il vous plaît de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Merci.

Le Conseil prend connaissance.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Lakhroufi betreffende de autovrije plan van Brussel Stad in het centrum.

De Raad neemt kennis.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Interpellation déposée par Monsieur Lakhroufi relative au projet de la Fédération Wallonie-Bruxelles de supprimer les aides aux écoles à enseignement différencié.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Lakhroufi, dont le texte suit :

Quel choc quand il y'a de cela quelques semaines j'apprenais en lisant mon journal du matin que la Ministre de l'Enseignement comptait ponctionner dans les subsides alloués aux écoles à enseignement différencié (D+) pour engager 350 personnes supplémentaires pour lutter contre l'échec scolaire au bénéfice de toutes les écoles. J'en avais même avalé mon café de travers. Stupéfiant de la part d'une Ministre qui pourtant a été pendant de nombreuses années en charge de l'Egalité des chances. Je me suis dit que la politique peut-être parfois pleine d'ironie, et que heureusement pour certains, le cynisme ne tue pas.

Alors que les enquêtes PISA ne cessent de pointer du doigt la Fédération Wallonie-Bruxelles car son enseignement est l'un des plus inégalitaires et que ses écoles sont en dessous de la moyenne, cette mesure ne ferait que renforcer un enseignement à 2 vitesses.

Il me semble important de rappeler que l'idée inhérente à ces aides était, entre autres, de compenser les différences de moyens financiers entre parents alloués à l'éducation de leurs enfants, pour permettre à des enfants moins bien lotis de participer à des activités culturelles et d'éveil.

Dieu merci le projet n'a pas plu à certains Bourgmestres, directions d'école et organisations, qui ont manifesté avec véhémence leur désaccord. Le MOC, quant à lui à même qualifié le projet ; « d'injustice » et déclaré ; « qu'il fallait faire exactement l'inverse ».

A Molenbeek-St-Jean on ne pouvait pas dire que les réactions fusaient. Parfois j'ai l'impression qu'on regarde le train passer paisiblement.

Nombre d'écoles molenbeekoises sont directement concernées par ce projet. Un chiffre de 300.000€ avait même été avancé. Dois-je le rappeler ?

Dois-je rappeler également que certains de nos enfants, parce que mal nés, et ils sont nombreux, parce que primo arrivant ne maîtrisant pas une des 2 langues officielles, accumulent les retards, tant sur le point scolaire que sur le point de l'épanouissement personnel et social ?

Devant les réactions hostiles au projet, il semble que la FWB ai fait machine arrière et que la Ministre a du revoir sa copie. J'ai envie de dire ; Merci Charles Picqué, merci Bernard Clarfayt, et merci au Mouvement Ouvrier Chrétien, pour votre levée de bouclier.

On nous a donc ensuite annoncé que le projet allait être « revu et nettoyé » preuve s'il en fallait qu'il était déguelasse !

Ma question à Madame Le Bourgmestre ;

Qu'en est-il actuellement sur cette question ? La Fédération Wallonie-Bruxelles renonce-t-elle à poursuivre sur cette piste ?

Merci.

Le Conseil prend connaissance.
38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Lakhroufi betreffende het plan van de Federatie Wallonië-Brussel om de hulp te schrappen voor scholen in het gedifferentieerd onderwijs.

De Raad neemt kennis.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting
Jamal Ikazban quitte la séance / verlaat de zitting
Paulette Piquard quitte la séance / verlaat de zitting

La séance est levée à 01h00.
De zitting wordt gesloten om 01u00.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylembosch